



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

TRANSCRIPTION - PROCÈS *DUCH*

Dossier n° 001/18-07-2007-ECCC/TC

16 janvier 2009

Journée d'audience n° 2

RÉUNION DE MISE EN ÉTAT

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
Silvia CARTWRIGHT
YA Sokhan
Jean-Marc LAVERGNE
THOU Mony
YOU Ottara (suppléant)

Pour la Chambre préliminaire :

DUCH Phary
SE Kolvuthy
LIM Suy-Hong
Matteo CRIPPA
Natacha WEXELS-RISER

Pour le Bureau des co-procureurs :

CHEA Leang
Robert PETIT
YET Chakriya
William SMITH
TAN Senarong
Jurgen ASSMANN
PAK Chanlino
SAMBATH Pich

Pour l'accusé, KAING GUEK EAV :

KAR Savuth
François ROUX

Pour les parties civiles :

YUNG Phanith
HONG Kimsuon
KONG Pisey
TY Srinna
MOCH Sovannary
KIM Mengkhy
Silke STUDZINSKY
Martine JACQUIN
Alain WERNER

Pour la Section d'administration judiciaire :

SANN Rada

1 (Début de l'audience : 9 heures)

2

3 M. LE PRÉSIDENT :

4 Bonjour, Mesdames et Messieurs. Heureux de vous retrouver à cette réunion aujourd'hui. Nous
5 allons immédiatement nous mettre au travail, conformément à l'ordre du jour restant pour
6 aujourd'hui. L'ordre du jour porte maintenant sur l'administration des audiences avec l'assistance de
7 représentants de la SAJ. Un certain nombre de points relève de l'administration de cette audience,
8 les règles régissant la conduite des audiences. Sous ce point-ci, je voudrais annoncer les règles qui
9 doivent être appliquées pendant les audiences. Un exemplaire de ces règles sera placé dans la
10 galerie du public et à la salle d'audience, et en voici le contenu.

11 [09 :01 :34]

12 « Règles internes régissant les audiences :

13

14 Afin d'assurer l'ordre public, la sécurité et le fonctionnement effectif des audiences, le Président de
15 la Chambre de première instance a établi le Règlement interne suivant :

16

17 1) Toute personne souhaitant être présente lors d'une audience doit être présente dans la salle des
18 Chambres extraordinaires auprès des Cours du Cambodge au moins avant 8 h 30 pour une session
19 du matin et avant 13 h 30 pour la session de l'après-midi.

20 2) Les participants se comporteront de façon constante avec dignité.

21 3) Tous les appareils de type caméra, vidéo, enregistreurs etc., sont interdits dans la salle
22 d'audience, sauf approbation du Président.

23 4) Il est interdit à tous de fumer, d'apporter des aliments et des boissons dans la salle.

24 5) Il est interdit d'apporter des armes dans la salle, sauf celles qui sont portées par les gardes
25 compétents.

6) Il est interdit d'utiliser les téléphones mobiles, ceci concerne également les appareils photo et d'enregistrement figurant dans les appareils mobiles.

7) Il est interdit à tous de changer de place ou de se déplacer librement dans la salle.

8) Il est interdit d'applaudir, d'approuver bruyamment, de pousser des cris ou de faire tout autre bruit qui pourrait entraîner une perturbation des audiences.

9) Il est interdit de se promener dans la salle pendant une audience. La permission doit être accordée par un garde de sécurité pour toute personne souhaitant entrer ou sortir de la salle.

10) Les enfants de moins de 16 ans n'ont pas le droit de pénétrer dans la salle. De 16 ans à 18 ans, ils peuvent pénétrer dans la salle s'ils sont accompagnés de leurs parents ou de leur tuteur, sauf ceux qui sont convoqués en qualité de partie civile ou témoin.

11) Le Président prendra toutes les mesures conservatoires ou directes contre toute personne intervenant en violation de ce règlement, conformément aux règles internes des CETC et conformément au droit applicable du Royaume du Cambodge. »

[09 :04 :17]

Voilà le Règlement applicable à la conduite des audiences.

Le point suivant concerne les procès-verbaux d'audience et les enregistrements audiovisuels. C'est un point qui a été proposé par les co-procureurs. Il y aura, à ce sujet, une intervention d'un responsable de la SAJ ; la SAJ va ainsi nous mettre à jour de la situation concernant les procès-verbaux et enregistrements, et ceci inclura également le traitement des informations confidentielles.

Vous avez 20 minutes pour cette brève présentation.

1 M. ABDULHAK :

2 Bonjour. Je m'appelle Tarik Abdulhak, je suis responsable du côté international à la Section de
3 l'administration judiciaire et aux côtés de Monsieur Tony Kranh, chef de la Section d'administration
4 judiciaire, et je vais donc vous dire ce qu'il en est pour les procès-verbaux d'audience et
5 transcription des audiences, et nous pourrions répondre à toute question que vous auriez,
6 naturellement.

7
8 Alors, les juges connaissent bien la configuration de la salle d'audience, la façon dont nous allons
9 fonctionner ; d'autres tribunaux ont existé avant le nôtre, donc nous allons être aussi brefs que
10 possible, cela n'empêche que nous répondrons à vos questions. Pour l'essentiel, les deux salles
11 d'audience aux CETC sont équipées d'un système audiovisuel numérisé qui consiste en quatre
12 caméras dans la salle d'audience pour l'aspect vidéo et, naturellement, aussi, il est prévu des
13 équipements audio permettant l'interprétation simultanée et la transmission du son.

14 [09 :06 :36]

15 Pour ce qui est des caméras, elles sont dirigées depuis la cabine du technicien qui se trouve
16 derrière moi. L'enregistrement est fait en direct, et cet enregistrement audio est ce que vous voyez à
17 l'écran. À tout instant, la Section d'administration judiciaire n'enregistrera donc qu'une image, et
18 c'est l'image qui est projetée sur les écrans. Les caméras, je le disais, sont dirigées depuis la cabine
19 des techniciens... et peut filmer toute partie de la salle d'audience. En temps utile, nous allons
20 proposer des lignes directrices concernant l'enregistrement de l'image afin de mettre au point des
21 règles précisant notamment quelle partie de la salle d'audience il convient de filmer et à quel
22 moment. Très brièvement, ces directives refléteront ce qui s'est fait dans d'autres tribunaux
23 semblables au nôtre et viseront à rendre compte objectivement du déroulement de l'audience, ce
24 qui veut dire que les caméras vont essentiellement enregistrer la personne en train de parler à tel ou
25 tel moment. Toujours pour ce qui est de l'aspect vidéo, outre les caméras, nous avons aussi un

1 système de production des preuves et ce système comprend plusieurs composantes : Une
2 composante... et les ordinateurs utilisés pour la production des preuves qui sont répartis dans la
3 salle d'audience, cela permet à toutes les parties de produire, devant la Chambre et pour les
4 participants, toute pièce à conviction, toute pièce numérisée, par exemple, des fichiers Word ou des
5 exposés faits en Power Point ou, encore, des enregistrements audio ou vidéo, donc, tout ce que
6 vous pouvez normalement montrer grâce à un ordinateur normal, cela, sous réserve évidemment
7 des instructions de la Chambre autorisant ou n'autorisant pas la production des preuves. Mais, en
8 général, les parties pourront donc produire les preuves à partir de leur siège, et ces preuves
9 numérisées seront donc visibles à l'écran dans la salle d'audience et à la galerie du public. Voilà un
10 aspect de la production des preuves.

11 [09 :09 :02]

12 L'autre aspect est ce que nous appelons un rétroprojecteur ou une caméra pour la projection des
13 documents, un rétroprojecteur que vous voyez, qui se trouve à la barre des témoins et qui sert aussi
14 à montrer des documents. Alors, la présentation de ces pièces à l'écran veut dire que cela sera
15 aussi enregistré sur les archives audiovisuelles de l'audience. Le Tribunal est équipé naturellement
16 de système d'interprétation simultané et la procédure peut se dérouler dans l'une et dans l'autre
17 salle d'audience dans les trois langues officielles des CETC. Comme vous le savez, nous avons des
18 cabines d'interprétation qui se trouvent à la mezzanine. Les interprètes peuvent voir ce qui passe ici
19 en direct et grâce aux écrans, peuvent voir aussi sur leurs écrans les preuves qui sont produites. Un
20 autre aspect de ce système audiovisuel est la capacité des services de conférence : Le Tribunal a
21 un système de capacité de vidéoconférence. Alors, nous pouvons, grâce à ce système, voir et
22 entendre des gens au Cambodge et à l'étranger, c'est un système qui, techniquement, est
23 compliqué, il faut donc que nous soyons prévenus par avance de la nécessité d'employer ces
24 équipements au Cambodge. Cela veut dire qu'il faut utiliser un système portable puisqu'il faut aller
25 sur place assurer la transmission, là où se trouve la personne qui va participer à la procédure. Et

1 pour ce qui est des vidéoconférences organisées au niveau international, nous pouvons travailler de
2 concert avec les institutions des Nations Unies qui auraient leur propre installation de
3 visioconférence ou avec des autorités nationales qui auraient les installations nécessaires. Et c'est,
4 là encore, un processus qui, naturellement, demande une certaine préparation, mais ce sont des
5 installations qui existent.

6 [09 :11 :22]

7 Alors, j'en arrive maintenant à la transcription des audiences. Le Règlement intérieur, à la
8 règle 97. 2, prévoit une transcription intégrale des audiences, et nous sommes en train de mettre en
9 place des systèmes et des procédures ainsi que des ressources pour que cette transcription soit
10 effectivement disponible. Alors, sans entrer ici dans le détail technique de la façon dont ces
11 transcriptions sont produites, nous espérons pouvoir produire un projet de transcription, donc un
12 compte rendu verbatim de tout ce qui s'est dit à l'audience, dans les 24 heures qui suivent. Ce délai
13 peut peut-être un peu varier, il sera peut-être parfois possible de produire ces transcriptions plus
14 rapidement, et s'il y a une demande urgente, nous produirons cette transcription dans la journée et,
15 éventuellement, pour une partie de l'audience. Mais, de façon générale, le principe est : Production
16 de la transcription dans les 24 heures, dans les trois langues officielles des CETC. Nous nous
17 proposons de fournir ce projet de transcription aux Chambres — donc, aux juges et aux parties — et
18 de laisser un certain temps à la correction des transcriptions. Il y a aussi la question de l'expurgation
19 éventuelle des transcriptions. Les juges savent comment l'on caviarde habituellement les
20 transcriptions. Il faut néanmoins savoir qu'il y aura expurgation après l'audience dans notre cas,
21 et cela sur instruction de la Chambre donnant injonction au service technique de supprimer la partie
22 publique... de la transcription rendue publique de toute information confidentielle qui aurait été
23 prononcée en audience publique ainsi que l'expurgation de toutes les parties qui se sont tenues à
24 huis clos. Il faudra que cette injonction contienne suffisamment de détails pour que les techniciens
25 puissent effectivement procéder au caviardage de la transcription, et cela s'appliquera aussi bien à

l'enregistrement audiovisuel qu'à la transcription par écrit. Ce n'est qu'après expurgation de ces documents que nous pourrions les divulguer au public. Nous sommes en train de mettre en place des systèmes pour que cette expurgation puisse se faire très rapidement. En général, dans les 24 heures... dans la journée où l'injonction est donnée par la Chambre, et nous garderons aussi, naturellement, une copie intégrale de l'enregistrement qui sera conservée pour usage interne au Tribunal.

Autre point connexe qui a trait à l'administration des audiences, la Section d'administration judiciaire est représentée par des agents, ici, dans la salle d'audience : Il y aura toujours un responsable qui sera à même de prendre note de toute demande concernant des documents, les transcriptions, expurgations, et qui coordonnera ce travail avec les différents services, notamment avec l'Unité des témoins et des victimes pour ce qui est des mesures de protection. Je crois que vous êtes tous au courant de ces mesures de protection, de leur raison d'être et de la façon dont elle est généralement mise en place. Je crois donc ne pas devoir m'étendre sur ce point, mais je suis prêt à répondre à toute question que vous souhaiteriez poser.

M. LE PRÉSIDENT :

Merci, Monsieur Abdulhak pour cet exposé.

[09 :16 :05]

Je voudrais maintenant donner la parole aux parties. Et je me tourne d'abord vers les avocats des parties civiles pour savoir si « elles » souhaitent intervenir concernant ce point de l'ordre du jour.

M^e STUDZINSKY :

Monsieur le Président, j'ai une seule question à poser : Est-ce que les parties reçoivent la transcription sur demande ou de façon automatique ? Et dans la mesure où la Chambre préliminaire ne fournissait cela que sur demande, je pense que la question est pertinente ici. J'ai aussi une question à poser à Tarik : Est-il prévu de nous fournir les transcriptions pendant la procédure ?

1 Merci.

2 M. LE PRÉSIDENT :

3 Merci, Maître Studzinsky.

4

5 Tarik, pourriez-vous répondre à cette question ?

6 M. ABDULHAK :

7 Pour « votre » partie de cette question... l'autre partie de la question s'adressait à la Chambre, nous
8 en débattons plus tard. Donc, oui, nous sommes prêts à mettre à disposition les transcriptions à
9 toutes les parties par le biais du canal de distribution des CETC. Ces documents seront chargés sur
10 un fichier spécial auquel vous pouvez accéder ; les détails de mise à la disposition des uns et des
11 autres relèvent évidemment des décisions de la Chambre. Les règles ont été amendées pour dire
12 que les transcriptions doivent être mises à disposition de manière automatique plutôt que sur
13 demande et, donc, il y a un mécanisme de fourniture, si vous voulez, par défaut, comme on dit.

14 M. LE PRÉSIDENT :

15 Merci.

16 [09 :18: 43]

17 Le juge Lavergne souhaite prendre la parole sur cette question.

18

19 Vous avez la parole.

20 M. LE JUGE LAVERGNE :

21 Peut-être pas pour répondre exactement à la question posée par Maître Studzinsky, mais pour
22 apporter un complément d'informations, plutôt un rappel. S'agissant du contenu des débats, nous
23 allons avoir trois types de documents auxquels il sera possible de se référer : Le premier, ce sont
24 tout d'abord les notes quotidiennes d'audience, qui font foi jusqu'à preuve contraire ; deuxième
25 document, ce sont les transcriptions ; et, troisième document... sera constitué par les

1 enregistrements vidéo. Je rappelle qu'au terme de la règle 97. 4, « toute demande de correction des
2 transcriptions peut être adressée par écrit à la Chambre de première instance qui statuera après un
3 délai de trois jours suivant le dépôt de la demande. » Donc, il y a une procédure qui est peut-être
4 une procédure assez lourde, mais c'est celle qui est prévue actuellement par le Règlement intérieur.

5 M. LE PRÉSIDENT :

6 Merci, Juge Lavergne, de nous avoir offert ce rappel.

7

8 Ensuite, les avocats des parties civiles ont-ils encore des interventions, des questions sur l'exposé
9 que nous avons entendu ?

10

11 S'il n'y a pas d'autres questions, je me tourne vers les co-procureurs : Ont-ils des questions, des
12 commentaires sur l'exposé ?

13 M. PETIT :

14 Bonjour, Madame et Messieurs les Juges.

15 [09 : 20 :53]

16 J'ai quelques questions, mais je voudrais d'abord soumettre une question à la Chambre pour
17 m'assurer que j'ai bien compris — Monsieur le Juge Lavergne, en particulier. Si j'ai correctement
18 compris votre propos, le procès-verbal qui relèvera du greffier portera la trace du contenu des
19 audiences. Toute correction apportée à ce procès-verbal est possible pour toute raison... la raison
20 plausible et tenante au procès-verbal ou à l'enregistrement et, à ce moment-là, il faut suivre la
21 procédure prévue ; est-ce que j'ai correctement compris ?

22 M. LE PRÉSIDENT :

23 Merci.

24

25 Juge Lavergne, vous avez la parole.

1 M. LE JUGE LAVERGNE :

2 On va essayer de clarifier. Les notes d'audience prises par les greffiers sont des notes relativement
3 succinctes qui ne vont pas comprendre la transcription elle-même des déclarations faites par les
4 parties. Pour ces déclarations précises, il faudra, éventuellement, se référer à ces transcriptions,
5 c'est leur utilité. La règle 97 dit ceci : « Les notes d'audience quotidiennes... Les notes quotidiennes
6 d'audience établies par le greffier sont présumées faire foi du déroulement de l'audience. Toutefois,
7 on pourra à tout moment recourir aux transcriptions et, si nécessaire, aux enregistrements
8 audiovisuels pour compléter ou corriger le contenu de ces notes quotidiennes d'audience. » Voilà,
9 je pense que c'est relativement clair.

10 M. PETIT :

11 Merci.

12 [09 : 22 : 44]

13 Et encore, si j'ai correctement compris les propos de ce matin, est-ce que les parties auront, de
14 façon générale, la transcription dès que ces transcriptions sont prêtes ?

15

16 Je répète. Est-il nécessaire de répéter ?

17

18 Je voulais m'assurer d'avoir tout bien compris : Les transcriptions qui seront préparées seront à
19 disposition des parties dès qu'elles sont prêtes à être chargées dans le système informatique ;
20 est-ce que j'ai correctement compris ?

21 M. LE JUGE LAVERGNE :

22 Tout d'abord, dans un premier temps, je pense que nous devons nous assurer que d'un point de
23 vue technique, ceci est possible. Ensuite, je pense que nous allons en discuter entre nous, mais
24 a priori, nous vous donnerons une réponse, en tous les cas, dès que possible.

25

1 M. PETIT :

2 Merci.

3 Alors, j'ai maintenant des questions à poser à la SAJ : Hier, on nous a dit — et sous réserve que j'ai
4 bien compris — que tout élément de preuve qui sera soumis par une partie à la Chambre, sous
5 réserve, bien entendu, que la Chambre l'agrée, sera versé dans un nouveau dossier, si j'ai bien
6 compris, qui serait le « E3 » et, à ce moment-là, il y aura une nouvelle cote « E3001 », E3002 », si
7 j'ai bien compris. Si la Chambre souhaite utiliser tel ou tel document de preuve ou élément de
8 preuve par le biais de forme scannée, plutôt que de distribuer des copies papier à tout le monde,
9 est-ce que, à ce moment-là, il est possible, pour être sûr que tout le monde est en train de regarder
10 la même chose, est en train de juger la même chose... à ce moment-là, est-ce que ce document est
11 dûment identifié... est-ce qu'il a une référence d'identification créée par la Cour ? Alors, je vous
12 donne un exemple : Un document est affiché à l'écran, on en débat, la Chambre dit « oui, pages 1,
13 2, 3 semblent tout à fait pertinentes, on va dire que c'est le "E3001" ; est-ce qu'il y a une procédure
14 prévue — je veux en être sûr — pour dire que ce document et la décision de la Cour feront l'objet
15 d'un libellé, identifiant approprié au sein de nos mécanismes ? Voilà donc une question que je
16 voulais poser.

17 [09 : 26 : 05]

18 Deuxièmement, Tarik nous a fait la proposition — et je pense que ce serait très utile pour nombre
19 d'entre nous —, proposition d'avoir une petite illustration du genre de mesure de protection de type
20 audiovisuel pour les témoins. Autrement dit, l'auditoire va voir et entendre quoi si la Chambre décide
21 de mettre en œuvre telle ou telle mesure de protection ? Je pense qu'il est bon que les parties
22 sachent par avance en quoi ça consiste.

23

24 Troisièmement, une question très technique : La transcription, en tout cas le texte de la transcription
25 fourni, ce serait très, très utile si ces textes-là étaient fournis sous le format Word, parce qu'à ce

1 moment-là, on pourrait faire des recherches facilement. Si c'est sous format PDF, on aura beaucoup
2 plus de mal pour faire des recherches de texte et de citation etc. Bon, je sais que « PDF », ce serait
3 moins facile à modifier, mais je pense que sous Word, ce sera beaucoup plus commode. Merci.

4 M. LE PRÉSIDENT :

5 Tarik, pourriez-vous répondre aux questions posées, s'il vous plaît ?

6 M. ABDULHAK :

7 Je vais répondre sur les questions purement techniques et plus brèves et, ensuite, je parlerai des
8 questions de protection des témoins.

9 [09 : 27 : 45]

10 Alors, je commence par la dernière question. Oui, les transcriptions seront fournies sous format
11 Word — merci d'avoir posé cette question, désolé de ne pas l'avoir précisé tout à l'heure.

12 Les formats que les parties sont capables de copier, d'utiliser de différentes manières, seront
13 présents, et la version définitive, une fois qu'elle est chargée dans le système, est bloquée pour ne
14 pas être modifiable, mais les parties pourront utiliser les éléments qu'elles souhaitent utiliser
15 autrement.

16
17 Pour ce qui est des documents produits à la Cour, des éléments de preuve — et, là aussi, toutes
18 mes excuses de ne pas avoir été suffisamment précis —, nous avons en place un système, suite à
19 nos discussions avec le greffier : Dans ce système, il y a un certain nombre de composantes
20 identifiant les documents produits. Nous avons des principes régissant l'établissement des cotes, et
21 les documents qui sont, à l'heure actuelle, dans la partie « instruction » des CETC, nous sommes en
22 train d'examiner différentes options pour ce qui est du document physique, matériel... et s'il s'agit de
23 le faire circuler du dossier de l'instruction au dossier des juges de la Cour et... à ce moment-là, il y a
24 un document copie, si vous voulez, ou un document trace qui reste dans le premier dossier pour
25 qu'il ne se perde pas. Et, à ce moment-là, le statut d'original, par contre, passe dans le dossier de la

Cour, mais à ce moment-là, les documents en question auront deux cotes. S'ils viennent du dossier d'origine, la première cote, c'est la première référence sous catégorielle venant du dossier de l'instruction et, ensuite, lorsque les documents passent dans les documents de la Cour... dans le dossier de la Cour, il y a une nouvelle cote — « E3 », par exemple — qui sera différente. Ces documents pourront faire l'objet de recherche selon l'un ou l'autre mécanisme de cote, donc ils ne seront jamais perdus au fur et à mesure de la vie du procès. Et enfin, se pose la question de l'enregistrement de la cote elle-même — la question, donc, du co-procureur portait là-dessus. À notre sens, ceci fonctionnera comme suit : Les notes d'audience quotidiennes feront état d'un document présenté et commenté par la Chambre, cette cote figurera également dans la transcription, et nous aurons donc, là, un vecteur permettant de retrouver les cotes lorsque cela est nécessaire.

[09 : 31: 00]

Pour ce qui est maintenant des questions de protection des témoins à l'audience, notre système de protection reflète celui d'autres tribunaux autour du monde. Nous avons la capacité de faire protéger l'identité de différentes manières, d'abord dans la salle d'audience elle-même — et ça, c'est le mécanisme de protection le plus courant, le scénario le plus standard : Un témoin a son identité protégée et, donc, l'auditoire ne peut pas savoir de qui il s'agit. Il est protégé à la barre. Il est protégé de deux manières : il y a une barre physique ou un écran derrière le témoin qui fait qu'on ne peut pas le voir depuis la galerie publique, mais le témoin reste pleinement visible pour ce qui est des participants de la Chambre. Dans le même temps, l'on peut déformer et la voix et l'image du témoin, encore une fois, pour le public, de sorte que, dans la salle d'audience, les parties peuvent voir et entendre sans aucune entrave le témoin ; mais, dans la galerie du public, celui-ci n'aura qu'une image et un son déformé. Ceci, combiné avec l'utilisation de pseudonyme pendant la procédure, permet de ne pas divulguer l'identité des témoins. Il y a un autre niveau de protection qui est que le témoin témoigne sans être présent ici, dans la salle. Alors, cela peut se faire de deux

1 façons : Soit le témoin se trouve dans les locaux du Tribunal mais pas dans le salle d'audience
2 elle-même, et ici, encore une fois, nous pouvons mettre en place les mêmes mécanismes par
3 lesquels les parties dans la salle d'audience verront et entendront le témoin, tandis que le public
4 aura une image et un son déformés. Cette capacité technique existe, que le témoin se trouve ici
5 dans la salle d'audience ou se trouve ailleurs soit dans les locaux du Tribunal, soit même ailleurs au
6 Cambodge. Voilà donc pour ce qui est des mesures de protection qui sont prévues. De toute
7 évidence, les témoins peuvent témoigner à distance. C'est une mesure de protection qui est prévue
8 qui n'entraîne pas nécessairement l'anonymat pour ces témoins. Les témoins peuvent très bien
9 témoigner à distance, à visage découvert cependant.

10 [09 : 33 : 01]

11 Alors, si vous le souhaitez, après la pause, nous pouvons organiser une petite démonstration. Il est
12 possible que nous finissions tôt, parce que nous sommes en avance sur l'horaire, semble-t-il. Alors
13 si vous le souhaitez, nous pouvons vous faire la démonstration de ces mesures de protection pour
14 vous montrer comment cela se passera avec un témoin présent dans la salle. Nous pouvons aussi
15 le faire avec la Chambre ou avec les parties séparément quand l'occasion s'en présentera. Merci.

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Je vous remercie, Monsieur Abdulhak.

18

19 Y a-t-il d'autres questions que les co-procureurs souhaiteraient poser ?

20

21 Madame Chea Leang, je vous en prie.

22 M^{me} CHEA LEANG :

23 Merci, Monsieur le Président.

24

25 Je voudrais poser une question qui s'adresse à la Chambre et à la Section d'administration

1 judiciaire. Je voudrais savoir ce qu'il en est des transcriptions et des notes d'audience. Quel est le
2 document qui l'emporte ? Lequel a le plus de valeur que l'autre ? Et deuxième question : Si la note
3 d'audience est en contradiction avec ce qui se trouve dans la transcription, quelle est la procédure
4 prévue pour trancher cette différence ?

5 M. LE PRÉSIDENT :

6 Juge Lavergne, je vous en prie.

7 M. LE JUGE LAVERGNE :

8 *(Début de l'intervention inaudible)*... 97 sous les yeux, mais je vais essayer de m'en rappeler de
9 mémoire. La règle 97 dit clairement que les notes d'audience font foi jusqu'à preuve contraire. Cette
10 preuve contraire, elle peut être apportée par les transcriptions et, éventuellement, cette preuve
11 contraire peut être complétée par le visionnage des bandes vidéo. Une procédure particulière est
12 prévue puisqu'en ce qui concerne la modification du contenu des transcriptions... puisque la
13 règle 97 — je crois, point 4 — prévoit que la demande doit être effectuée par écrit et que la
14 Chambre répond dans un délai de trois jours.

15 M. LE PRÉSIDENT :

16 Merci, Monsieur Lavergne.

17 [09 : 37 : 21]

18 Je voudrais maintenant inviter la Défense à poser les questions qu'elle souhaite soulever.

19 Avez-vous des questions, donc, ou des commentaires à la suite de ce que nous a expliqué

20 Monsieur Abdulhak ?

21 M^e ROUX :

22 Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Mesdames et Messieurs les Juges.

23

24 Peut-être en présence du Service de l'administration judiciaire puis-je reposer la question que j'ai
25 posée hier : Est-ce qu'il est prévu que nous ayons plusieurs écrans et quel type de branchement

1 pour les ordinateurs ? Sur le banc où je suis, là, je ne vois pas de possibilité de branchement, donc
2 je voudrais être rassuré. Merci.

3 M. LE PRÉSIDENT :

4 Merci.

5

6 Monsieur Abdulhak ?

7 M. ABDULHAK :

8 Merci pour cette question.

9

10 Oui, nous allons installer des écrans supplémentaires, et je crois que nous pouvons aussi en
11 discuter à la suite de l'audience avec les différentes parties pour comprendre exactement quels sont
12 les besoins techniques des différentes parties. Il y a des capacités d'accès pour les ordinateurs des
13 participants, ces ordinateurs peuvent aussi être branchés sur le réseau du Tribunal, de sorte que
14 vous ayez accès aux dossiers au sein du Tribunal. Donc, nous sommes à votre disposition pour ces
15 besoins techniques après l'audience... après cette réunion-ci.

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Merci.

18 [09 : 39 : 02]

19 Juge Lavergne.

20 M. LE JUGE LAVERGNE :

21 Juste une petite observation pour les Français, ceux qui souhaitent avoir un clavier français,
22 n'oubliez pas d'en faire la demande à l'avance.

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Partie civile, vous souhaitez intervenir ? Je vous en prie.

25

1 M^e JACQUIN :

2 Monsieur le Président, avant qu'on parte sur un autre sujet, j'aurais voulu poser une question
3 concernant la possibilité pour des auditions de parties civiles qui le souhaiteraient ou que nous
4 souhaiterions faire intervenir. Est-ce qu'elles pourront avoir les mêmes mesures de protection à
5 l'audience et est-ce qu'elles pourraient bénéficier également d'une possibilité de vidéo à distance ?

6 Merci.

7 M. LE PRÉSIDENT :

8 Juge Lavergne ?

9 M. LE JUGE LAVERGNE :

10 Ce point est assez clair. Les parties civiles peuvent bénéficier aussi, après une évaluation, donc,
11 des risques, de mesures de protection identiques à celles qui peuvent être accordées au témoin.

12 M^e JACQUIN :

13 *(Début de l'intervention inaudible)*... et j'insiste et je voudrais aussi avoir la confirmation, pour qu'il
14 n'y ait pas de doute sur... dans certaines hypothèses, la possibilité de la vidéo à distance.

15 [09 : 40 : 58]

16 M. LE JUGE LAVERGNE :

17 Je crois que tout va dépendre, tout d'abord, de l'évaluation qui sera faite du risque encouru par
18 l'intéressé, et je crois qu'il n'y a pas de limite dans l'éventail des possibilités de mesures de
19 protection.

20 M. LE PRÉSIDENT :

21 Je voudrais dire ceci à la suite de ce que disait Monsieur Abdulhak. Vous avez dit que l'on ferait la
22 démonstration après la pause de comment les mesures de distorsion de la voix et de l'image
23 fonctionneront. Alors, je crois que c'est effectivement quelque chose que nous pouvons faire si les
24 parties en sont d'accord, et j'aimerais donc que la Section d'administration judiciaire prépare cela
25 pour après la pause.

1 Partie civile, vous souhaitez intervenir ?

2

3 Maître Hong Kimsuon.

4 M^e HONG KIMSUON :

5 Oui. Bonjour, Monsieur le Président. Je représente une partie civile, et je voudrais en savoir un peu
6 plus sur ce que prévoit la Section d'administration judiciaire.

7 M. LE PRÉSIDENT :

8 La Chambre de première instance voudrait effectivement voir comment vont fonctionner les
9 mesures de protection pour les témoins, pour les parties civiles, et je demanderai donc à
10 Monsieur Abdulhak de prendre les dispositions nécessaires pour que les parties puissent voir
11 *de visu* comment cela va fonctionner après la pause.

12

13 Un point suivant : Nous en arrivons aux questions pratiques de traduction et d'interprétation, et c'est
14 un point qui va nous être présenté par la coordinatrice du groupe de traduction et d'interprétation.

15 Après quoi, nous pourrions poser des questions qui nous viennent à l'esprit. Les questions de
16 traduction relèvent d'une grande priorité, et je donne donc la parole à la coordinatrice du Groupe
17 interprétation et de traduction pour qu'elle nous parle de la situation actuelle en matière
18 d'interprétation et de traduction et autres questions relatives au Groupe de traduction et
19 d'interprétation. Et je vous donne pour cela 20 minutes.

20 [09 : 44 : 37]

21 La Chambre, par ailleurs, note qu'en décembre 2008, la Défense a indiqué par écrit qu'elle
22 souhaitait également soulever la question des traductions des documents qui seront produits au
23 procès.

24

25 Madame Keating, je vous donne donc la parole pour cette question de la traduction et

1 d'interprétation.

2 M^{me} KEATING :

3 Monsieur le Président, bonjour. Je m'appelle Michelle Keating. Je suis coordonnatrice principale
4 pour le Groupe traduction et interprétation. À mes côtés, se trouve le chef du Groupe interprétation
5 et traduction, Monsieur Sophy Kong. Alors, je vais vous parler de ces questions de traduction et
6 d'interprétation sur un plan pratique ; je vais vous parler aussi des difficultés que nous rencontrons
7 dans la fourniture des services de traduction et d'interprétation et, plus précisément, dans le
8 contexte de la procédure qui doit s'ouvrir, et je suis naturellement disposée à toute question que
9 vous souhaiteriez poser, et notamment concernant l'état des traductions.

10

11 Alors, premier point, il s'agit de l'interprétation ; après quoi, je passerai la parole à mon collègue,
12 Sophy Kong, qui vous parlera plus précisément de l'aspect traduction, et nous pourrons ensuite
13 répondre l'un comme l'autre aux questions que vous souhaiterez poser et à vos demandes
14 d'éclaircissements.

15 [09 : 46 : 27]

16 Alors, je commence par l'interprétation et les questions pratiques qui sont liées et qui concernent le
17 procès. Il y aura interprétation simultanée des audiences en trois langues, l'anglais, le français et le
18 khmer. Vous voyez, au balcon, qu'il y a trois cabines, c'est là que se trouveront les interprètes. Vous
19 verrez maintenant qu'il n'y a que deux cabines qui sont occupées : Dans l'une se trouve deux
20 interprètes et, dans l'autre, trois interprètes, c'est là une illustration du problème de ressources
21 humaines que nous avons actuellement aux CETC. Pour fournir des services normaux au procès,
22 nous devrions normalement avoir trois personnes dans chaque cabine. Nous sommes en train de
23 recruter d'autres interprètes. Nous avons aussi une interprète recrutée déjà qui doit entrer en
24 fonction la semaine prochaine. Mon collègue, Sophy Kong, lui, va relancer la procédure de
25 recrutement en février pour retrouver d'autres interprètes en khmer. Par ailleurs, il y a aujourd'hui

deux réunions parallèles, cette réunion-ci et une réunion du Comité de procédure, ce qui fait que nous avons dû réduire la taille des équipes d'un côté comme de l'autre. Alors, il est clair pour le Groupe traduction et interprétation que la première priorité, la priorité des priorités, une fois que le procès s'ouvrira, sera l'interprétation simultanée en salle d'audience, et il est donc très possible que les demandes d'interprétation pour d'autres réunions doivent être reportées à plus tard en fonction du calendrier des audiences. En l'état actuel des choses, nous ne sommes pas à même de fournir deux équipes complètes d'interprètes en même temps. À la demande de la Chambre, nous avons aussi un interprète khmer-anglais qui se trouve dans la salle d'audience, qui est près du climatiseur, à la gauche des co-procureurs, c'est un interprète qui est à la disposition des juges s'ils souhaitent délibérer entre eux sur le siège, en anglais et khmer — malheureusement, à ce stade, nous ne pouvons pas vous offrir ce même service en français — mais, donc, cet interprète est disponible pour les délibérés des juges en cours d'audience, et si les juges souhaitent se retirer en salle de délibération, ils peuvent le faire, auquel cas, un des interprètes qui se trouve en cabine les rejoindra pour les aider, auquel cas, nous pouvons alors aussi vous dépêcher un interprète de langue française.

[09 : 49 : 26]

Je dois aussi préciser que n'ont accès aux cabines que les interprètes. Il n'y aura pas de visiteurs, pas d'autres personnes qui y auront accès, il n'y aura, dans les cabines, que les interprètes, éventuellement quelqu'un qui vient leur apporter un document. Autre question pratique : Vous aurez noté que les interprètes s'efforcent d'identifier les personnes qui prennent la parole. Admettons que le Président parle en khmer et que lui succède Madame la co-procureur en khmer, l'interprète qui travaille vers l'anglais va identifier la personne qui parle, et ce, pour la facilité des participants mais aussi pour la facilité des transcripteurs qui doivent s'assurer que les mots qui sont prononcés sont attribués à la personne qui les a effectivement prononcés. Alors, je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais l'interprétation, en général, prend plus longtemps que l'original, puisqu'elle se fait

avec un petit délai. Donc, lorsque l'orateur s'arrête, l'interprète, lui, n'a pas encore fini. C'est quelque chose qu'il faut savoir et retenir... garder présent à l'esprit, parce que lors d'échanges rapides entre orateurs qui parlent la même langue, ceux-ci doivent faire preuve de discipline et marquer une pause entre les interventions pour laisser aux interprètes le temps de traduire.

Encore un détail qu'il faut savoir : Il y a interprétation directe de l'anglais en khmer, du khmer en anglais, cependant, lorsqu'il s'agit du français, lorsque le juge Lavergne, par exemple, parle français ou lorsque Maître Roux parle en français, leur propos sont traduits du français en anglais et, ensuite, de l'anglais en khmer, et donc, cette pause entre orateurs devient encore plus importante à respecter. Et ceci est vrai aussi lorsque l'on interprète du khmer vers le français : Lorsque le juge qui préside la Chambre s'exprime en khmer, ses propos sont traduits en anglais, et de l'anglais en français, ce qui veut dire que Maître Roux doit attendre un petit peu plus que les anglophones pour avoir connaissance de ce qui a été dit. C'est quelque chose qu'il faut avoir présent à l'esprit. Les interprètes le diront si cela devient un problème... si la rapidité des débats devient un problème et, parfois, je crois que le juge président de la Chambre rappellera aux participants la nécessité de respecter ces pauses.

[09 : 52 : 37]

J'en arrive à un problème particulier : La vitesse. J'ai tendance moi-même à parler vite, surtout en début d'intervention. Les orateurs, très souvent, commencent très vite, je ne fais pas exception à la règle. C'est quelque chose que nous vous rappelons. Vous « verrez » peut-être un message qui vous sera transmis par une voix ou l'autre vous demandant de ralentir. Nous allons réfléchir à la meilleure façon de vous faire savoir que vous allez un peu vite. Il faut aussi savoir que si deux personnes parlent en même temps, si deux personnes s'interrompent, les interprètes ne peuvent rien faire d'autre que d'arrêter d'interpréter, parce qu'il est absolument impossible à un interprète de traduire deux personnes à la fois. Nous pouvons faire beaucoup de choses, mais pas cela.

1 Encore une chose que les interprètes font, ils se préparent en utilisant les notes fournies par les
2 participants. Goering a dit : « Il est beaucoup plus important d'avoir un bon interprète qu'un bon
3 avocat », et c'est quelque chose qui est resté... un propos qui est resté célèbre. En effet, les juges
4 entendent très souvent la voix de l'interprète, toute l'information est transmise par le truchement des
5 interprètes. Nous vous encourageons donc vivement à donner vos notes, vos documents aux
6 interprètes ; étant entendu que les interprètes sont tenus au secret professionnel, vous pouvez nous
7 donner ces documents par écrit, sur papier, document que nous pouvons vous rendre après qu'ils
8 ne sont plus utiles aux interprètes, et au plus tôt vous nous donnez ces documents, au mieux les
9 interprètes pourront se préparer et meilleure sera leur prestation.

10
11 Je voudrais aussi m'arrêter sur un point, celui des enregistrements vidéo. Certaines parties ont
12 annoncé leur intention de montrer les enregistrements vidéo. Nous disons, pour notre part, que nous
13 pouvons interpréter des vidéos autant que nous puissions visionner ces vidéos le jour d'avant. Nous
14 devons donc savoir par avance en quoi consistent ces enregistrements, car si nous sommes pris
15 par surprise, si une vidéo est montrée en audience sans que nous ayons eu la possibilité de la voir
16 et de la préparer, nous ne pouvons pas vous promettre une interprétation impromptue et de qualité.

17 [09 : 55 : 34]

18 Autre chose que je voudrais dire qui concerne les transcriptions et vos attentes en matière de
19 transcription : Vu les dispositions en place en matière d'interprétation, il n'est pas très réaliste de
20 s'attendre à ce que la transcription soit un texte parfait du point de vue syntaxique ou grammatical
21 par rapport à l'original. Ce sera la transcription de l'interprétation, et lorsque quelqu'un s'exprime
22 librement à une vitesse raisonnable, cela représente à peu près 80 à 100 mots par minutes. Dans
23 ce cas, on peut compter sur une interprétation de qualité, au-delà, cela devient difficile. J'ai travaillé
24 précédemment à la CPI et au TPIR, et les transcripteurs m'ont signalé que, parfois, les avocats
25 parlent à 200 mots à la minute, surtout lorsqu'ils lisent des documents ou lorsqu'ils se laissent

1 emporter par la passion. Alors, un débit de 200 mots par minutes veut dire que le degré d'exactitude
2 de l'interprétation diminue d'autant. Ceci me ramène à ce que j'ai dit antérieurement : Si vous avez
3 des notes, si vous avez des documents et, surtout, si vous devez... si vous êtes limité dans votre
4 temps de parole, souvenez-vous que derrière vous, il y a interprétation avec ses limites.

5
6 Nous allons essayer d'augmenter le nombre d'interprètes en khmer-anglais, nous allons aussi
7 essayer de trouver la perle rare qu'est l'interprète khmer-français, français-khmer, éventuellement,
8 nous allons former des gens, c'est l'objectif que nous nous sommes fixé. Nous n'avons pas encore
9 décidé de la façon dont nous allons le faire, mais nous y travaillons. Voilà donc pour ce qui concerne
10 l'interprétation.

11
12 Je vais maintenant donner la parole à mon collègue Sophy Kong qui, lui, va vous parler de la
13 traduction, et je vous proposerai peut-être que les questions concernant la traduction et
14 l'interprétation soient posées de façon groupées après l'intervention de mon collègue. Je vous
15 remercie.

16 [09 : 57 : 22]

17 M. LE PRÉSIDENT :

18 À vous, Monsieur Sophy Kong.

19 M. KONG SOPHY :

20 Mesdames et Messieurs les Juges, je vais vous parler des questions relatives à la traduction.

21 Normalement, le groupe (*inintelligible*) fournit les services de traduction sur la base d'une demande
22 formulée par telle ou telle section des Chambres, et nous fournissons le service de traduction à
23 toutes les parties, les co-procureurs, la Défense, les parties civiles, l'instruction, la Chambre...
24 les Chambres, et nous facilitons également la traduction de documents pour les comités : Comité de
25 règles de procédure, Comité d'administration judiciaire, et autres comités éventuels de la Cour,

y compris, donc, la Plénière. En principe, le Groupe interprétation-traduction, le GTI, assure la traduction de toutes sortes de documents, mais seulement les documents spécifiquement demandés par telle ou telle partie. Nos services de traduction cherchent eux aussi à honorer les délais prévus dans telle ou telle demande de traduction. Évidemment, là se pose la question des volumes et du nombre de traducteurs. Si nous avons un problème de concordance, nous négocions, nous discutons avec la partie qui a demandé la traduction pour essayer de renégocier le délai et, le cas échéant, nous envoyons la traduction ailleurs. Nous cherchons également à faire traiter telle ou telle traduction par la personne la mieux à même de faire la meilleure traduction possible. Les traducteurs sont également les assistants des différents départements, notamment pour ce qui est du travail de révision et pour préciser quels sont les langues nécessaires. Pour l'instant, la Défense, semble-t-il, n'a pas accepté cette offre. Il y a eu une offre de détacher un traducteur à chaque partie, et ce traducteur peut ainsi mieux éclairer le travail de traduction nécessaire pour telle ou telle partie. Le GTI est en coopération étroite avec le Bureau des co-procureurs pour assister le conseil de la défense, et nous avons des réunions régulières avec les différentes entités, Chambres et parties pour faire le suivi des documents qui sont au dossier pénal pour vérifier quels sont ceux qui ont un statut prioritaire et pour suivre quels sont les documents qui ont effectivement été adressés au GTI pour traduction prioritaire.

[10 : 02 : 45]

Nous avons, dans le cas du dossier 1, coopéré avec la Défense de l'accusé Kaing Guek Eav avec Maîtres Kar Savuth et Roux, qui nous ont adressé une liste « mise en ordre de priorité » des documents qu'ils souhaitent voir traduits. Nous avons, effectivement, une coopération étroite avec la Défense et nous sommes dans les délais. Pour ce qui est du même dossier toujours, nous avons reçu une liste des co-procureurs. Une liste assez considérable nous a été adressée par Bill. Nous constatons qu'il y a là 1 600 pages à traduire d'ici mi-février au plus tard. Le GTI accorde normalement la priorité des documents dont on demande la traduction pour le dossier 1. Le délai est

déjà fixé pour nos traducteurs pour assurer la traduction de tous les documents pertinents d'ici la mi-février. Pour ce qui est des documents pour lesquels les parties demandent une traduction prioritaire... et, à ce moment-là, nous essayons de traiter la demande avec tout le sérieux nécessaire. Si la mention « prioritaire » n'est pas apposée sur le document, nous nous réservons le droit de traduire le document plus tard. J'ai déjà informé la Chambre de première instance de la situation de la traduction par le biais d'un rapport. Nous faisons rapport tous les deux mois à la Chambre de première instance. Dans notre rapport ou notre aide mémoire, vous avez mention des volumes de documents qui restent à traduire et nous avons également un classement des documents ou plutôt une catégorisation en documents qui sont déjà traduits, en documents prioritaires, en documents qui attendent une traduction. Et je voudrais maintenant vous faire connaître le volume de documents relatifs au dossier 1. Dans le dossier 1, il y a, au total, dans notre système, 793 unités, c'est-à-dire documents ; cela représente près de 14 599 pages. 412 documents sont prioritaires et ont déjà été traduits ou seront — plutôt — traduits pour la mi-février. Pour ce qui est du solde des documents non prioritaires... le reste des documents non prioritaires relevant du dossier 1, ces documents sont au nombre de 265. Donc, hormis ces 265 documents, tout le reste a déjà été traduit.

[10 : 06 : 55]

Donc, si vous regardez les chiffres de ce petit rapport que nous vous avons fourni, vous pouvez constater que les documents non prioritaires n'ont pas encore été traduits. S'ils portent la mention « prioritaire », il faut nous notifier que tel ou tel document est prioritaire pour qu'il puisse remonter dans l'ordre de notre liste d'attente. Le GTI, vous le savez déjà, manque de personnel puisqu'il a souffert précédemment d'une insuffisance budgétaire et de ressources. Donc, pour l'heure, nous sommes obligés de faire de la sous-traitance, de faire faire une partie de nos traductions en dehors du Tribunal. D'après nos données, nous avons déjà fait traiter un volume considérable de traductions par des entités extérieures, au premier chef la DC-Cam et aussi l'agence de l'équipe

1 Apsara. Donc, ce sont des entités qui ont des capacités de traduction considérables. Merci.

2 M. LE PRÉSIDENT :

3 Merci, Madame Keating ; merci, Kong Sophy, de nous avoir donné ces précisions. Nous sommes
4 ainsi dûment mis à jour de la situation concernant la traduction et l'interprétation. Je voudrais,
5 là-dessus, donner la parole aux parties afin qu'elles puissent poser leurs questions. Tout d'abord,
6 je donne la parole aux parties civiles. Souhaitez-vous intervenir sur ces deux exposés ?

7 M^e KONG PISEY :

8 Merci, Monsieur le Président.

9 [10 : 09 : 47]

10 Je souhaite appeler votre attention sur le fait que, concernant la procédure des CETC, tout passe
11 par la traduction. Nul n'est parfait, assurément, cependant, s'il y a des erreurs de traduction ou
12 d'interprétation, ces erreurs peuvent avoir une incidence sur les décisions prises par les parties.
13 Je ne pointe pas du doigt le GTI qui réalise une excellente performance, mais quand j'écoute le
14 khmer et que je compare avec ce que mes collègues ont entendu en anglais par exemple,
15 apparemment, le message, le sens intégral n'est pas pleinement transmis dans l'autre langue. On le
16 remarque lorsque la question doit être répétée, même si elle a déjà été traitée par l'interprète. Alors,
17 est-ce que c'est le délégué ou le participant qui n'a pas correctement entendu l'interprète ou bien
18 est-ce que le problème est ailleurs ? Toujours sur les mêmes questions, vous dites que pour les
19 traductions, vous faites de la sous-traitance auprès d'autres entités, ONG et autres sociétés.
20 Les interprètes, si j'ai bien compris, doivent prêter serment de confidentialité avant même qu'on les
21 recrute ici, aux CETC, donc la pratique de sous-traitance, est-ce que cela est correcte, étant donné
22 que le personnel interne est soumis à l'obligation de serment et de confidentialité ?

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Y a-t-il d'autres interventions ?

25

1 Je vous propose, en fait, de recueillir toutes les questions, et le GTI répondra à toutes les questions
2 ensemble plutôt que de répondre aux questions une par une.

3

4 Madame Studzinsky, vous avez la parole.

5 M^e STUDZINSKY :

6 Merci, Monsieur le Président. J'ai une question hautement technique à poser. La traduction est
7 maintenant fournie par le biais d'un formulaire de demande de traduction qui n'est disponible que
8 dans les locaux de la Cour. Est-ce qu'il serait possible d'avoir une méthode de demande de
9 traduction à distance ? Est-ce qu'il serait possible d'avoir accès au formulaire à distance pour
10 l'imprimer à distance ou le remplir à distance ou bien est-ce qu'il serait possible aussi de demander
11 la traduction sans remplir le formulaire immédiatement sur place, quitte à vous le fournir
12 physiquement par la suite, puisqu'il y a un problème de localisation géographique ? La procédure
13 actuelle ne valide la demande de traduction que si elle est remplie sur le formulaire qui n'est
14 disponible que sur place ici, ce qui crée des problèmes. Alors, je ne sais pas qui à la SAJ peut
15 intervenir là-dessus. Merci.

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Merci. Partie civile, y a-t-il d'autres questions ?

18 [10 : 14 : 13]

19 Monsieur Hong Kimsuon, vous avez la parole.

20 M^e HONG KIMSUON :

21 Merci, Président.

22

23 À mon tour, je remercie la responsable du GTI. Les avocats de mon équipe rencontrent pas mal de
24 difficultés. Il y a des améliorations depuis peu, depuis qu'il y a une meilleure assistance fournie par
25 le biais de la coordination de la traduction. Pour ce qui est de la traduction des mémoires, la

1 procédure des CETC applique des délais. Nous avons besoin, avant de rédiger un mémoire, de
2 faire nous-mêmes notre recherche auprès de sources internationales. Nous traduisons ces sources
3 vers le khmer, puis nous rédigeons notre mémoire et nous adressons ce mémoire à l'Unité de
4 traduction pour faire la traduction vers l'anglais ou le français avant que ce mémoire ne puisse être
5 déposé auprès de la Chambre. Il y a là, donc, tout un enchaînement qui impose un calendrier très
6 rigoureux et qui est très difficile à gérer pour nous, par exemple, dans le cadre des délais de dépôt
7 de nos mémoires qui, lui aussi, est extrêmement exigeant. Alors, lorsqu'on cumule tous les délais,
8 ceux qui sont fixés pour le dépôt des documents et ceux de la traduction, ainsi que la gestion du
9 temps des traducteurs qui sont aussi interprète et qui peuvent avoir à interpréter, tout cela fait que
10 le temps manque cruellement et que nous en sommes fortement pénalisés. Je souhaite qu'il y ait une
11 meilleure coordination avec l'Unité de traduction pour que les traductions de documents pour nous
12 puissent être faites à temps. Vous nous dites que vous êtes débordés et vous ne pouvez pas nous
13 aider car il y a des milliers de pages encore à traduire. Pour nous, un mémoire représente 20 à
14 30 pages — ce n'est pas des milliers de pages — et nous restons quand même en retrait et nous
15 sommes pénalisés en matière de traduction. Je dois implorer votre bonne volonté pour nous
16 assister. Est-ce qu'il serait possible de donner pour nous des délais plus favorables ? Je ne
17 demande pas ceci pour toutes les occasions, seulement pour certaines occasions.

18 M. LE PRÉSIDENT :

19 Merci.

20 [10 : 17 : 18]

21 Je donne maintenant la parole à Madame Keating et Monsieur Kong Sophy pour répondre aux
22 questions et interventions posées par les parties civiles.

23 M^{me} KEATING :

24 Merci, Mesdames et Messieurs les Juges.

25

1 Tout d'abord, je voudrais bien préciser la distinction entre interprétation et traduction, car nous
2 devons être tout à fait au clair là-dessus. L'interprétation, c'est oral, c'est ce que font les collègues
3 qui sont dans les cabines là haut. L'interprétation, c'est la traduction orale et, ici, ça se passe en
4 simultanée : ce que je suis en train de dire vous est traduit oralement et, donc, interprété par mes
5 collègues. La traduction, elle, c'est la parole écrite : Si quelqu'un lit un texte et crée un nouveau
6 document dans une autre langue sous forme écrite. Alors, lorsque vous parlez de questions qu'il
7 faut répéter parce qu'on se demande si l'auditoire n'a pas fait attention ou si l'interprète s'est
8 trompé, ce sont des questions qui nous préoccupent constamment en cabine — je peux vous
9 l'assurer. Nous avons maintenant la possibilité des transcriptions qui seront mises à disposition.
10 L'équipe des interprètes va coopérer étroitement. Pour ce qui est des questions de précision, nous
11 aurons la possibilité, les jours où nous ne travaillons pas en cabine — puisque la Chambre ne
12 siègera pas tous les jours, nous aurons la possibilité de passer en revue les transcriptions pour
13 améliorer la performance en termes de précision et d'interprétation absolument correcte. Pour ce qui
14 est de la question de la sous-traitance des traductions, tout les sous-traitants avec lesquels nous
15 avons signé un contrat doivent signer un contrat de confidentialité avant que nous ne puissions
16 exécuter le contrat, c'est-à-dire avant de pouvoir recevoir des textes à traduire et avant qu'eux... que
17 ces agences-là ou ces ONG adressent les textes de traduction à traduire à leurs propres
18 traducteurs, la même clause de confidentialité doit être signée par les traducteurs. Pour ce qui est
19 de l'accès à distance au formulaire de demande de traduction, je ne sais pas si c'est possible, j'en
20 parlerai avec le service d'informatique. Nous essayons de créer une plateforme d'accès améliorée
21 pour certains de nos fournisseurs — je pense là, en particulier, aux équipes de la défense et des
22 parties civiles qui ne sont pas constamment physiquement ici, au Tribunal et, effectivement, cela
23 permettrait de leur faciliter la vie.

24 [10 : 20 : 27]

25 Pour ce qui est du dernier point, traduction des mémoires et délais évoqués par les parties civiles,

1 nous travaillons de manière plus étroite avec les différentes équipes et avec les parties civiles —
2 Silke, en particulier. Si vous avez un délai d'une semaine pour soumettre un mémoire et... en même
3 temps, vous devez prévoir le temps de recherche de rédaction et de traduction, « nous »
4 comprenons bien qu'il faut gérer le temps au maximum. Alors, il faut venir nous voir lundi, par
5 exemple, pour nous prévenir que lundi prochain, nous allons vous donner un mémoire de 20 pages,
6 et nous vous précisons, à ce moment-là, qu'il nous faudra deux jours pour traduire ce mémoire. Il
7 faut vraiment planifier le temps en avance, et là, nous pouvons vous aider. C'est-à-dire que vous
8 devez prévoir le temps nécessaire pour la traduction. Si le mémoire est particulièrement long, et si
9 nous n'avons pas assez de temps de traduction, moi, je ne peux pas modifier les délais imposés par
10 la Chambre et je ne peux pas rendre le temps des traducteurs plus élastique. Nous pouvons vous
11 aider à estimer le temps de traduction nécessaire pour votre document et essayer d'honorer ce
12 délai-là. En même temps, s'il y a un volume de pointe de traduction autre à gérer et si votre
13 mémoire est très long, et si nous n'avons pas assez de personnel, à ce moment-là, vous devez en
14 référer à la Chambre et nous pouvons, à ce moment-là, vous fournir une explication détaillée qui
15 étairait votre demande auprès de la Chambre. Mais, pour cela, vous devez prévoir notre
16 participation dès le début du processus de vie de votre document. Si vous venez me voir un
17 vendredi à 14 heures pour me dire « je veux 20 pages traduites lundi », non, je ne peux pas ; si
18 vous m'appellez le lundi pour me dire « je veux soumettre un document lundi prochain », à ce
19 moment-là, je peux détacher, je peux pré-affecter les traducteurs nécessaires pour satisfaire votre
20 demande dans les délais. Nous sommes prêts à vous aider et à vous aider notamment à mieux
21 planifier le temps dans les délais qui vous sont impartis.

22 [10 : 23 : 08]

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Merci beaucoup. Merci de cette réponse très détaillée. Vous avez effectivement traité tous les points
25 en détail.

1 Monsieur Kong Sophy, avez-vous quelque chose à ajouter ? Apparemment pas.

2

3 Je donne la parole aux co-procureurs maintenant. Avez-vous des interventions, des questions sur
4 les points évoqués par la SAJ ?

5 Monsieur Petit, vous avez la parole.

6 M. PETIT :

7 J'ai une petite intervention brève qui permettra de compléter les propos du GTI concernant l'état de
8 la question des traductions, mais cette petite intervention prendra 10 minutes.

9

10 À la lumière de notre programmation, Monsieur le Président, ne serait-il pas opportun de faire la
11 pause maintenant pour que je puisse parler pendant 10 minutes, car il s'agira aussi de tester le
12 système de présentation des preuves à l'écran ?

13 M. LE PRÉSIDENT :

14 Monsieur Petit, nous avons 10 minutes avant la pause. Vous pouvez donc y aller ; à vous la parole.

15 [10 : 25 : 25]

16 M. PETIT :

17 Le Bureau des co-procureurs a été le principal intervenant par rapport... la principale partie prenante
18 pour ce qui était des problèmes dont a souffert le GTI. Maintenant que toutes les parties sont
19 présentes dans la même salle, nous avons une excellente occasion de mieux partager l'information
20 concernant l'acquis, concernant ce que nous voulons faire et concernant les conséquences en
21 termes de ressources disponibles avec, évidemment, une réserve très importante. Ce que je vais
22 vous dire est... contraint fortement le Bureau des co-procureurs et reflète notre position, et les
23 documents dont nous allons faire état feront l'objet d'une décision à la suite des observations qui
24 seront faites par toutes les parties et par la Chambre dans l'exercice de ses fonctions.

25

1 Alors, pour que tout le monde ait une idée plus claire des faits, je vais, là encore, tester le système
2 pour la première fois, et donc je voudrais appeler le premier transparent sur vos écrans. Très bien,
3 cela marche. Alors, vous avez ici quelque chose qui vous indique quel est l'ordre de grandeur, en
4 termes de documents, du dossier. Les chiffres sont peut-être approximatifs. Pour l'instant, nous
5 estimons qu'il y a 2815 documents figurant dans le dossier. Il y a, là-dedans, les dépositions de
6 témoin. Parmi ces dépositions, il y a les entretiens réalisés par les juges d'instruction ainsi que
7 différents autres éléments de témoignage. Parmi ces documents, le Bureau des co-procureurs a
8 estimé qu'environ 2022 documents sont, le cas échéant, pertinents pour alimenter la prise de
9 décision de la Cour, et je dirais encore plus poliment que ce sont les documents qui, de manière
10 pertinente, pourraient être invoqués dans la procédure. Sur les 2022, 31 % de ces 2022 faisaient
11 partie du dossier d'origine au 18 juillet 2007 ; 65 % de ces documents ont émergé ou ont été versés
12 au dossier avant et jusqu'au 28 mai, la date de dépôt de l'ordre de renvoi. Et puis, il y a ensuite un
13 tout petit nombre de documents intervenus après l'ordonnance de clôture, ce sont sans doute des
14 transcriptions commandées par la suite et qui ont donc été versées légitimement au dossier par la
15 suite. Alors, en d'autres termes, si le Bureau des co-procureurs veut s'appuyer sur les preuves,
16 ces dates constituent une indication très claire des intentions des co-procureurs à ces différentes
17 dates.

18 [10 : 29 : 06]

19 Alors, deuxième transparent... Deuxième transparent, donc : Sur les 2022 documents, 53 % ont fait
20 l'objet d'une mention à un moment ou l'autre, c'est-à-dire qu'ils se trouvent mentionnés dans une
21 note de bas de page, soit du réquisitoire introductif, soit du réquisitoire final, soit de l'ordonnance de
22 renvoi, ce qui veut dire que les parties ont eu l'attention attirée sur ces documents. Dans la
23 deuxième partie de ce transparent, vous voyez que sur ces documents qui ont fait l'objet d'une
24 mention quelque part, 628 de ces documents ont déjà été évoqués dans le réquisitoire introductif —
25 425 dans le réquisitoire final et 19 dans l'ordonnance de renvoi — réquisitoire définitif... et 19 dans

l'ordonnance de renvoi. Enfin — et j'en arrive au cauchemar du Groupe interprétation et traduction —, sur ces 2022 documents que nous avons l'intention de produire et qui feront l'objet d'un document versé en application de la règle 92, nous avons deux catégories de documents, les catégories 1 et 2 qui représentent 200 documents, 200 documents qui sont des déclarations de témoins. Il ne s'agit pas, en général, de procès-verbaux de déposition, mais de déclarations faites par les témoins antérieurement dont nous avons demandé la traduction et qui... ou de déclarations consignées par les juges d'instruction. Autrement dit, nous avons demandé la traduction de toutes les déclarations faites par les témoins ou par des témoins potentiels qui sont dans le dossier, de sorte que la Chambre ait accès à... aux trois versions de ces récits qui, nous semble-t-il, sont essentielles pour dégager la vérité. Dans la colonne de droite, vous voyez que ces demandes de traduction ont été faites le 25 juin 2008 et le 14 novembre 2008, et nous avons demandé la traduction dans les langues qui manquaient, de sorte que ces déclarations de témoin seront disponibles dans les trois langues.

[10 : 32 : 37]

Deuxième groupe de documents, il s'agit des catégories 3, 4 et 5 et cela représente l'essentiel des demandes de traduction. Catégorie 3 et catégorie 4 — je m'y arrête un instant — concernent, pour la catégorie 3, à raison de 90 %, des documents qui sont du domaine public, à savoir des articles de presse, des rapports officiels, d'autres documents disponibles qui, disons-nous, appuient la conclusion qu'il y avait, à l'époque des faits, un État de conflit armé entre la République socialiste du Vietnam et le Kampuchéa démocratique. Nous avons eu des entretiens avec la Défense de façon à réduire autant que possible le fardeau que cela représente en matière de traduction et nous avons essayé de voir quelles étaient... s'il y avait un véritable besoin de traduire ces documents en français, par exemple. De toute évidence, ces contacts que nous avons eus avec la Défense ne lient que les parties qui s'entretiennent de cette manière, et nous avons convenu avec la Défense que ces documents... ces articles de presse et autres documents qui appuient la conclusion qu'il y avait

un conflit armé ne devaient pas être nécessairement traduits en français, en tout cas pour ce qui concernait la Défense car, pour la plus grande partie, il s'agit de documents qui existent en anglais, au départ. Catégorie 5 — 798 documents — sont les documents retrouvés à S-21. Pour l'essentiel, il s'agit de documents qui ont été générés à S-21. À peu près 60 % de ces documents sont des listes de prisonniers ou des variations sur le thème, à savoir des registres d'exécution ou des registres (*inintelligible*) ou ce genre de choses mais, essentiellement donc, il s'agit d'information brute. Il faut noter que ces documents ont servi de base à la liste compilée que nous avons-nous-mêmes produite et qui reprend 12 000 prisonniers qui ont été, en définitif, exécutés à S-21. Encore une fois, il s'agit là d'information primaire, les autres documents — 40 % pour l'essentiel — sont des documents qui ont été produits par S-21 et qui, disons-nous, portent des annotations de la main de l'accusé ou des annotations qui reflètent ce qui s'est passé, les procédures qui étaient en place et notamment l'appareil à S-21 et, par voie de conséquence, l'appareil de sécurité qui était en place au Kampuchéa démocratique. Pour ce qui est des listes de prisonniers, là aussi, nous avons convenu avec la Défense qu'il n'était pas nécessaire de faire traduire toutes ces listes en français. Et ici, encore une fois, je vous rends compte des discussions que nous avons eues avec la Défense. Catégorie 4 — 471 documents —, il s'agit essentiellement de documents qui, disons-nous, appuieront les conclusions quant aux structures en place au Kampuchéa démocratique à l'époque des faits.

[10 : 37 : 19]

Ce sont surtout des documents originaux en khmer, naturellement ; ce sont des documents qui, disons-nous, émanaient des différents niveaux de la hiérarchie en place au Kampuchéa démocratique, et nous en avons demandé la traduction dans les deux autres langues du Tribunal, sans préjuger pour autant des demandes que pourraient faire d'autres parties ou des entretiens futurs que nous aurions sur les besoins en matière de traduction. Catégorie 6, il s'agit d'images, donc, vidéo ou images en tout genre qui ont été versées au dossier que nous avons l'intention de

1 produire au dossier et qui demandent très peu de traduction, parfois peut-être les légendes des
2 photos, par exemple. Parfois, il faut procéder à une traduction de la bande-son de ces documents.
3 Et catégorie 7, il s'agit d'autres documents divers, pièces qui ont été versées au dossier et qui,
4 pensons-nous, seront utiles pour le procès. Alors, comme je l'ai dit, cela représente la position du
5 Bureau des co-procureurs, et cela, sous réserve des décisions que prendra la Chambre de première
6 instance. De notre côté, nous continuons à chercher autant que possible à limiter le travail que cela
7 représente pour les services de traduction. Nous allons continuer à prendre en compte les
8 problèmes logistiques posés par la participation des parties civiles afin de garantir une efficacité
9 aussi grande que possible des demandes de traduction dans l'intérêt des parties civiles. Nous
10 espérons que nous pourrions arriver à la date du procès avec aussi peu de besoins que possible en
11 matière de traduction nouvelles. Voilà ce que j'avais à vous dire. Merci.

12 M. LE PRÉSIDENT :

13 Je vous remercie, Monsieur Petit, pour ces informations concernant l'état des demandes de
14 traduction du côté du Bureau des co-procureurs.

15
16 Vu l'heure — il est 10 h 35 —, nous allons donc faire une pause jusqu'à 10 h 50, heure à laquelle
17 nous reprendrons nos travaux. Je vous rappelle aussi que Monsieur Abdulhak voudrait nous faire la
18 démonstration des mesures de protection mises en place au profit des témoins. C'est donc des
19 préparatifs qui vont se faire pendant la pause. Merci.

20
21 *(Suspension de l'audience : 10 h 40)*

22
23 *(Reprise de l'audience : 10 h 57)*

24

25

1 M. LE PRÉSIDENT :

2 *(Début de l'intervention non interprétée)*

3

4 *(Rires)*

5

6 *Sorry.*

7

8 Nous reprenons notre séance avec tout d'abord mes excuses car j'ai annoncé qu'il y aurait une
9 démonstration des dispositifs de protection pour les témoins mais, pour des raisons de problèmes
10 techniques — et cela, évidemment, prend du temps —, on ne peut pas faire la démonstration
11 maintenant. Cependant, les représentants de la SAJ programmeront cette démonstration pour la
12 semaine prochaine pour les personnes souhaitant voir comment est réalisée cette protection. Donc
13 les dispositions nécessaires seront prises.

14 [11 : 00 : 39]

15 Maintenant, concernant les présentations du GTI et l'intervention de Monsieur Robert Petit,
16 co-procureur, je voudrais donner la parole aux personnes souhaitant intervenir sur la dernière
17 intervention des co-procureurs. Qui souhaite intervenir sur l'intervention de Monsieur Petit ?

18 M^{me} LA JUGE CARTWRIGHT :

19 Monsieur le Président, merci.

20

21 Monsieur Petit, merci de nous avoir offert cette description concise du volume du problème relatif à
22 la traduction. Pouvez-vous nous dire combien de ces documents ont été effectivement traités ?
23 Sont-ils tous traduits ? Les 2022 dont vous faisiez état, ont-ils tous déjà été traduits ? Pouvez-vous
24 nous mettre à jour ?

25

M. PETIT :

Merci. Vous constaterez que les documents relevant des groupes 3, 4 et 5... Pouvez-vous peut-être afficher le transparent n° 3, s'il vous plaît... mettre le transparent numéro 3 à l'écran, s'il vous plaît ? Les demandes ont été formulées récemment, le 6 janvier — donc, c'est très récent — et, comme je le disais, la plupart de ces documents-là n'ont pas besoin d'être traduits en français, semble-t-il, avec l'accord préliminaire de la Défense. Et cela représente le principal volume de traduction en nombre de pages. Pour ce qui est des groupes 1 et 2, les demandes ont été formulées en juin et en novembre de l'an dernier. Les documents ont, pour la plupart — je crois —, été traduits ou il s'agit des documents qui doivent être traduits pour le 28 février. Et je vous remercie de nous donner l'occasion de mettre tout ceci en perspective. La grande majorité des 2022 documents en termes de pourcentage du volume total, ce sont des documents qui tiennent aux témoins et qui donc, de toute manière, devraient être traduits dans les trois langues, et c'est en connaissance de cause que nous avons demandé la traduction dès l'an dernier. Et le reste de ce volume, ce sont des documents qui ne devraient pas donner lieu à controverse, à notre connaissance, ou bien, ce sont des documents qui tiennent au conflit armé — là, il n'y aura pas énormément de controverse ou de problèmes pour ce qui est des demandes de traduction. Plausiblement, ça ne devrait pas être le problème.

[11 : 04 : 40]

Et il y a 22 % qui sont des documents qui seront nécessaires, à notre sens, à la Chambre pour évaluer les éléments de crimes — crimes contre l'humanité — et pour mieux comprendre le S-21 dans le cadre plus général des Khmers rouges. Les demandes de traduction ont été formulées sur la base de notre estimation quant aux documents qui nous paraîtront pertinents pour la procédure. S'il y a des observations concernant la règle 87 — la redondance, etc. —, la forme me semble correcte. Ces demandes de traduction ont été formulées par nous, en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire notre obligation d'éviter au maximum toute perturbation de la bonne marche du procès... autrement dit, qu'il n'est pas nécessaire de demander de traduction pendant le procès,

1 que tout soit fait au préalable pour que nous puissions, pendant la procédure, parler dans le cadre
2 de la règle 87, de manière bien fondée. Pour cela cependant, il nous a fallu évaluer en amont,
3 autant que possible, les besoins des parties. Merci, Monsieur le Président. Ai-je suffisamment et
4 correctement répondu à la question de Madame Cartwright ?

5 M^{me} LA JUGE CARTWRIGHT :

6 Oui, merci.

7 M. LE PRÉSIDENT :

8 Maintenant... Alors, nous avons entendu les exposés de la SAJ, du GTI, mais nous n'avons pas
9 encore offert la parole aux conseils de la Défense concernant ces exposés — exposés, donc, de la
10 SAJ, du GTI et des co-procureurs. Vous avez donc la parole.

11 [11 : 06 : 55]

12 M^e ROUX :

13 Merci, Monsieur le Président. Plusieurs observations et questions. Nous avons tous conscience que
14 le problème de l'interprétation et de la traduction est une question majeure devant tous les
15 Tribunaux pénaux internationaux. Je dirai qu'en matière de communication, l'important n'est pas ce
16 que l'on dit, l'important est ce qui est compris par celui ou celle à qui nous parlons. Je remercie le
17 Service de traduction et d'interprétation d'avoir attiré notre attention à tous sur la nécessité, dans
18 nos débats, de parler lentement, par respect pour les interprètes et par respect pour ceux à qui nous
19 adressons nos paroles. Lorsque j'ai travaillé pour le greffier de la Cour pénale internationale, nous
20 avons organisé des séminaires avec le Service de l'interprétation et il nous a été indiqué que
21 lorsqu'il y a interprétation, même quand elle est bien faite, 25 % du message est perdu, 25 % du
22 message est perdu lorsqu'il y a interprétation en direct — ne l'oublions jamais —, quel que soit le
23 professionnalisme des interprètes. Alors, une fois encore je veux remercier tous ceux qui font
24 l'interprétation, je veux dire que depuis le début de cette affaire — et notamment depuis le début de
25 l'instruction —, d'énormes progrès ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup de chemin. Je ne

suis pas le seul citoyen français dans cette instance, il y aura des avocats français ou francophones des parties civiles, il y a un juge français. Je déplore — et je pèse mes mots —, alors que je suis dans ce Tribunal depuis bientôt deux ans, je regrette qu'il n'y ait toujours pas d'interprète direct du français au khmer. Cela n'est pas admissible — je pèse mes mots ! Cela n'est pas acceptable ! Et je demande que ce soit corrigé dans les plus brefs délais. Sinon, c'est un problème pour le procès équitable. Je demande donc à ceux qui sont en charge de l'administration dans ce Tribunal de faire en sorte que, dans les plus brefs délais, il y ait des interprètes directs du français au khmer et du khmer au français.

En ce qui concerne les traductions, nous sommes tous conscients de la pression que nous mettons sur le Service de traduction depuis des mois mais, là aussi, je demande au Service de traduction d'être conscient des enjeux dans lesquels nous nous trouvons. Nous ne sommes pas ici dans un colloque international, nous sommes devant un tribunal, chargé de rendre la justice. Tous les manques, tous les défauts qu'il peut y avoir en matière d'interprétation comme en matière de traduction peuvent avoir des conséquences très graves autant pour les parties civiles que pour l'accusé. Pardon de le redire, mais je considère que cela fait partie de ma responsabilité de défenseur de rappeler tout le temps que nous sommes devant un tribunal.

[11 : 13 : 34]

Maintenant, j'ai entendu avec intérêt l'intervention de mon excellent collègue Rober Petit, et je le remercie des clarifications qu'il a apportées. Je voudrais que l'on ne parle pas seulement du nombre de documents mais qu'on parle en nombre de pages pour que nous comprenions tous de quoi nous parlons. La Chambre aura compris que la Défense, de son côté, fait tout ses efforts — *best efforts* — pour simplifier les choses. Quand la Défense dit : Nous ne demandons pas la traduction des documents relatifs au conflit armé, c'est un effort de la Défense. Pour autant — pour autant —, je demande au Bureau des procureurs de faire le même effort. Le Bureau des procureurs

a-t-il besoin de 429 documents pour prouver le conflit armé ? Je ne le crois pas. Le Bureau des procureurs a-t-il besoin de l'ensemble des confessions de S-21 pour prouver la responsabilité de l'accusé, alors que — vous le savez —, l'accusé ne conteste pas sa responsabilité ? Je ne crois pas qu'il y ait besoin de submerger le Service de traduction de tous ces documents. Je dis donc, la Défense fait des efforts de son côté ; je souhaite... — et je l'ai dit au Bureau des co-procureurs —, je souhaite que les co-procureurs en fassent de même. Nous nous sommes donc entendus pour ne pas demander la traduction française de l'ensemble des documents sur le conflit armé. Mais 429 documents sur le conflit armé qui sont aujourd'hui en anglais, il faut donc les traduire en khmer. Et c'est, selon moi, du temps perdu parce que ça va prendre beaucoup de temps pour le Service de traduction alors que peut-être la moitié des documents auraient suffi. J'appelle donc l'attention de tout le monde sur cette question. Nous avons... En ce qui nous concerne, faisant suite à la décision des co-juges d'instruction, nous avons adressé le 18 juillet 2008, au Service de traduction, la notification de la liste des documents à traduire en priorité. Je voudrais seulement savoir si, parmi les documents dont on nous a indiqué tout à l'heure qu'ils seraient traduits au 28 février, figurent aussi nos documents. Parce que ce que j'ai compris c'est que, dans la liste transmise par le Bureau des procureurs — 16 000 pages, et je préfère une fois encore parler en pages : 16 000 pages —, j'ai cru comprendre que 1 600 pages pouvaient être traduites d'ici le 28 février. J'ai besoin de savoir si dans ces 1 600 pages figurent bien les documents dont nous avons demandé nous-mêmes la traduction.

[11 : 18 :40]

En réalité, les documents dont nous avons demandé la traduction étaient, pour l'essentiel, tous les interrogatoires et toutes les commissions rogatoires. Et donc, normalement, ce sont effectivement des documents dont toutes les parties ont besoin, et il serait souhaitable que le Service de traduction puisse nous donner des assurances sur cette question. Quand on nous dit, à partir de la liste établie par les co-procureurs, que cette liste sera bien traduite le 28 février, est-ce que nos

1 documents figurent bien dans cette liste ? Voilà quelle est ma question à ce stade. Je vous
2 remercie, Monsieur le Président.

3 M. LE PRÉSIDENT :

4 Merci, Maître Roux, d'avoir fait ces interventions et d'avoir fait d'utiles rappels concernant la
5 traduction. Maintenant, je voudrais donner la parole à Madame Keating et à Monsieur Kong Sophy
6 pour répondre aux propos de la Défense.

7 M. KONG SOPHY :

8 Madame et Messieurs les Juges, je voudrais tout d'abord répondre au conseil de la Défense
9 relativement aux documents prioritaires à traduire, la question de savoir si les documents ont été
10 traduits. Alors, dans la notification, les documents sont identifiés. Nous avons passé en revue les
11 documents pour vérifier si la traduction de tout ou partie de ces documents aurait déjà été
12 demandée par d'autres parties. Donc, une partie a été traduite. Je ne peux pas vous dire que tous
13 les documents ont été traduits, mais ces documents seront assurément traduits pour le 28 février.

14 [11 : 21 : 38]

15 M. LE PRÉSIDENT :

16 Merci beaucoup, Monsieur Kong Sophy. Y a-t-il d'autres interventions ?

17 M^e JACQUIN :

18 Merci, Monsieur le Président. Je voudrais dire que, du côté des parties civiles, nous nous associons
19 totalement aux observations de mon confrère François Roux et je vois deux problèmes particuliers.
20 Si, en tant que partie civile francophone, nous pouvons faire l'effort de ne pas demander la
21 traduction de certains documents, de nous satisfaire de certaines informations en langue anglaise
22 ou prévoir de ne demander que la traduction de documents spécifiques, au coup par coup, je vois
23 un risque de critique important par rapport à la loi de création de ce Tribunal, au principe des
24 documents et témoignages évoqués à l'audience, par le fait qu'il pourrait être dit que de nombreux
25 documents versés au dossier — et « fondamental » pour le jugement à intervenir — le seraient en

1 langue anglaise — ce qui n'est pas la langue maternelle de la majorité des membres du Tribunal. Et
2 je verrais tout de suite le risque d'une attaque sur le principe du procès équitable car il est bien
3 évident que ce serait une attaque bien évidemment faussée mais, de l'extérieur, aisée et difficile à
4 contrer. Merci.

5 M. LE PRÉSIDENT :

6 Je vous remercie d'avoir exprimé ce commentaire.

7 [11 : 23 : 32]

8 La Défense, vous avez la parole.

9 M^e ROUX :

10 Merci, Monsieur le Président. Encore une observation que la Défense souhaite faire à ce stade et
11 qui rejoint aussi une observation faite tout à l'heure par un de mes confrères de la partie civile. La
12 Défense a eu l'occasion... Pardon. C'est bien ? Merci. La Défense a eu l'occasion... Non ?
13 Qu'est-ce qui se passe ? C'est bon ? La Défense a eu l'occasion d'exprimer ses préoccupations
14 lorsqu'elle a appris que les services de traduction faisaient appel à des services extérieurs et
15 notamment à DC-Cam. Nous avons le plus grand respect pour le travail que fait DC-Cam depuis
16 plusieurs années mais il n'échappera à personne que DC-Cam a pris une position, respectable, qui
17 est de défendre les parties civiles. Comment pouvons-nous accepter qu'une organisation qui défend
18 les parties civiles — et qui le fait certainement très bien — vienne traduire des documents de la
19 Défense ? Comment voulez-vous que nous acceptions cela ? Donc je repose cette question. Ça ne
20 peut pas être satisfaisant. Que DC-Cam traduise des documents pour les parties civiles, je n'ai pas
21 de problème ; qu'éventuellement DC-Cam traduise des documents pour l'« Office » des procureurs,
22 je n'ai pas de problème ; mais en aucun cas on ne peut demander à DC-Cam de traduire des
23 documents pour la Défense. Je vous remercie.

24 M. LE PRÉSIDENT :

25 Merci, Maître Roux, d'avoir exprimé ce commentaire.

1 Je donne la parole aux parties civiles. Monsieur Kong Pisey.

2 M^e KONG PISEY :

3 Merci, Monsieur le Président. Sur ces questions de traduction, je souhaite informer l'assemblée que,
4 pour autant que je sache, les avocats internationaux doivent avoir au moins deux langues à leur
5 actif : La langue maternelle et une deuxième langue, dans laquelle ils sont capables de travailler.

6 J'évoque ceci en craignant que mes collègues francophones se sentent mal à l'aise. Si l'on est
7 Anglais, on est donc anglophone de par la langue maternelle anglaise, mais on devrait également
8 devoir parler une autre langue, à savoir ici le français par exemple. Si quelqu'un vient de France, il a
9 le français comme langue maternelle et il doit aussi pouvoir utiliser l'anglais. Si un document n'est
10 pas disponible en anglais ou en français parce qu'il n'existe qu'en khmer, il doit être traduit vers une
11 autre langue qui est compréhensible par ces internationaux, soit l'anglais, soit le français. Le

12 co-procureur a parlé des documents dont la traduction est souhaitée et là, je suis d'accord avec le
13 co-procureur : Il faut en effet assurer les éléments de preuve au-delà de toute possibilité de doute.

14 Et en même temps, les co-procureurs doivent s'assurer que tous les documents sont traduits pour
15 que la preuve puisse être faite au-delà de tout doute raisonnable. Nous vous avons déjà dit que
16 nous, les parties civiles, avons eu le plus grand mal à traduire ou faire traduire nos documents, nous
17 devons souvent faire des bouchées doubles le weekend et nous avons besoin de linguistes pour
18 nous assister. Nous faisons un effort particulier pour travailler le week-end. Nous avons besoin de
19 personnes pour nous assister dans cette situation.

20 [11 : 26 : 30]

21 M. LE PRÉSIDENT :

22 Merci beaucoup pour tous ces commentaires. Je pense que nous avons discuté à fond et
23 suffisamment ces questions relatives aux questions de langues, etc. Je vous propose maintenant de
24 passer au point suivant : Horaires des sessions, journées d'audience, congés, durée estimée du
25 procès.

1 La Chambre d'instance a déjà réfléchi à ces questions. De façon générale, le procès se déroulera
2 quatre jours par semaine, mais s'il y a un jour férié dans la semaine, nous annoncerons par avance
3 au public quels jours se tiendront les audiences.

4
5 Oui, je parle khmer rapidement en général, je fais ce que je peux pour parler lentement mais je
6 prends parfois pour acquis que l'on me comprend sans problème. Je répète donc : L'audience se
7 déroulera de 13 h 25, l'après-midi, jusque 16 h 15, avec une pause de 15 minutes à mi-parcours.
8 Pour ce qui est des congés judiciaires et de la date du procès, il est trop tôt maintenant, je crois,
9 pour la Chambre préliminaire (*sic*) d'en dire beaucoup plus. Et pour ce qui est des dates possibles
10 de l'audience initiale, nous devons d'abord demander aux parties quelles sont leurs disponibilités
11 dans la perspective du procès. Et nous voudrions que toutes les parties informent la Chambre de
12 première instance de leur intention d'entreprendre toute démarche qui pourrait avoir une incidence
13 sur l'audience et le procès, par exemple, éventuellement, la présentation d'exceptions préliminaires.
14 Voilà donc pour ce qui concerne les horaires de sessions, journées d'audience, congés judiciaires et
15 durée estimée du procès. Comme vous le voyez, nous ne pouvons pas en dire beaucoup plus pour
16 l'instant. Et j'aimerais donner la parole aux parties pour toute question ou commentaire.

17 [11 : 33 : 28]

18 Les parties civiles ont la parole.

19 M. PETIT :

20 Nous n'avons pas entièrement compris quelles seraient les heures, l'horaire des audiences,
21 Monsieur le Président. Est-ce que vous pouvez répéter les heures pendant lesquelles la Chambre
22 siègerait, matin et après-midi ?

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Oui, je répète cette information. Vous pouvez répéter votre question, Monsieur Petit, s'il vous plaît ?

25 Je ne vous ai pas entendu.

1 M. PETIT :

2 Nous n'avons pas entendu quel serait l'horaire des audiences, matin et après-midi.

3 M. LE PRÉSIDENT :

4 Oui, merci. Je vous répète donc l'horaire des audiences. Il y aurait audience quatre jours sur cinq
5 par semaine, lorsqu'il n'y pas de jour férié. Pour les semaines qui comportent des jours fériés,
6 communication sera faite à l'avance du calendrier des audiences. Pour ce qui est des heures, des
7 horaires, la Chambre siègera de 9 heures du matin à 11 h 50 avec une pause de 15 minutes —
8 ceci, donc, pour le matin. Et l'après-midi, la Chambre siègera de 13 h 25 à 16 h 15 avec une pause
9 de 15 minutes. Est-ce que vous avez pu prendre note ?

10 M. PETIT :

11 Oui, merci.

12 M. LE PRÉSIDENT :

13 Voilà. Est-ce que les parties peuvent maintenant poser les questions ou faire les commentaires
14 qu'elles ont à soulever ?

15 [11 : 36 : 02]

16 M^e KAR SAVUTH :

17 Oui, merci, Monsieur le Président. Conformément à la règle 89. 1 du Règlement intérieur, il est
18 possible de présenter des exceptions préliminaires concernant la compétence de la Chambre et
19 concernant d'autres points. Alors, à l'audience initiale, je voudrais présenter une exception
20 préliminaire et vous l'annonce dès maintenant.

21 M. LE PRÉSIDENT :

22 Veuillez répéter, s'il vous plaît. Il y a eu un petit problème technique.

23 M^e KAR SAVUTH :

24 Oui, merci, Monsieur le Président. Conformément à la règle 89. 1 du Règlement intérieur qui porte
25 sur les exceptions préliminaires que nous pouvons présenter, concernant notamment la compétence

1 de la Chambre — en l'occurrence la Chambre de première instance —, je puis vous annoncer que
2 nous présenterons effectivement une exception préliminaire.

3 M. LE PRÉSIDENT :

4 Merci. Nous prenons donc note de cette information.

5

6 Juge Cartwright, je vous en prie.

7 M^{me} LA JUGE CARTWRIGHT :

8 Merci pour cette information. Vous nous dites donc que vous avez l'intention de soulever une
9 exception préliminaire concernant la compétence de la Chambre à l'audience initiale. Est-ce que
10 vous pouvez nous indiquer, d'ores et déjà, quelle sera la nature de cette exception préliminaire ?

11 Sur quel point de compétence portera-t-elle ?

12 M^e KAR SAVUTH :

13 Monsieur le Président, je présenterai cette exception préliminaire à l'audience initiale et je crois que
14 c'est une discussion qui prendra une journée entière.

15 [11 : 39 : 00]

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Madame Cartwright, je vous en prie.

18 M^{me} LA JUGE CARTWRIGHT :

19 Est-ce que cette estimation du temps nécessaire que vous faites comprend aussi les interventions
20 du co-procureur et des autres parties intéressées ?

21 M^e KAR SAVUTH :

22 Cette exception préliminaire sera ouverte à toute réponse des autres parties et ce, aux fins de la
23 recherche de la vérité.

24 M. LE PRÉSIDENT :

25 Bureau des co-procureurs, je vous en prie.

1 M. PETIT :

2 La Défense n'a pas répondu à la deuxième partie de la question de Madame la juge Cartwright.

3 Est-ce que vous pouvez nous dire quel sera le fond de cette exception préliminaire ? Cela

4 permettrait alors à toutes les parties de commencer à se préparer. C'est la première fois que nous

5 sommes informés de cette intention de la Défense de présenter une exception préliminaire. Donc,

6 êtes-vous à même d'informer la Chambre et les parties, dès maintenant, de la nature de cette

7 exception préliminaire, et sinon, de quand vous pourrez préciser la nature de cette exception ?

8 M. LE PRÉSIDENT :

9 Maître Kar Savuth, pouvez-vous répondre ?

10 M^e KAR SAVUTH :

11 Oui, Monsieur le Président. À ce stade, je ne peux pas vous dire exactement le fond de l'exception

12 préliminaire. Nous présenterons cette exception préliminaire le jour de l'audience initiale. Nous la

13 présenterons ce jour-là mais, nous la soumettrons par avance à la Chambre. Merci.

14 [11 : 41 : 22]

15 M. LE PRÉSIDENT :

16 Il s'agit d'un point nouveau porté à la connaissance de la Chambre ; première fois que nous en

17 sommes informés. Nous prenons donc note et nous attendons vos observations écrites avant

18 l'audience initiale, de sorte que nous ayons « du » temps de l'examiner et de demander aux parties

19 de répondre et préparer au mieux l'audience initiale. Cela étant, je remercie la Défense de

20 l'information qu'elle nous a fournie de sorte que nous puissions commencer à nous préparer à cette

21 exception que nous attendons et que nous puissions fixer le calendrier en conséquence et rendre

22 une décision à l'occasion de l'audience initiale.

23

24 Y a-t-il d'autres points à soulever sur ce point de l'ordre du jour ? Tel n'est pas le cas. Nous pouvons

25 passer au point suivant.

1 Maître Studzinsky, je vous en prie.

2 M^e STUDZINSKY :

3 Oui, je vous remercie, Monsieur le Président. J'ai une question à poser. Je ne suis pas sûre d'avoir
4 compris. A-t-on dit quelque chose de la durée du procès ? Est-ce que quelque chose m'a échappé ?

5 Et, autre question, est-ce que vous souhaitez recevoir des informations sur la disponibilité des
6 équipes d'avocats pour planifier la conduite du procès ?

7

8 *(Conciliabule entre les juges)*

9

10 M. LE PRÉSIDENT :

11 Une question a été posée concernant le procès. Il est trop tôt aujourd'hui pour donner déjà une
12 estimation de la durée du procès. Et si les parties souhaitent présenter des observations concernant
13 la durée du procès, elles peuvent le faire ; nous les prendrons en compte et nous tenterons de
14 répondre aux parties.

15 [11 : 46 : 31]

16 La Défense a la parole.

17 M^e KAR SAVUTH :

18 Monsieur le Président, le jour de l'audience initiale, je voudrais faire une proposition qui est que les
19 audiences se tiennent un jour sur deux. Par exemple, si nous siégeons lundi, qu'il n'y ait pas
20 d'audience mardi. Cela fera trois sessions par semaine, trois audiences par semaine.

21 M. LE PRÉSIDENT :

22 Merci pour cette demande. Nous avons discuté de cette question déjà entre nous et nous pouvons
23 revenir sur cette question entre juges au vu de votre demande et ce, en fonction de la condition de
24 l'accusé, des documents à fournir. Nous vous donnerons donc notification de la décision que nous
25 prendrons sur ce point.

1 Point suivant...

2

3 Maître Roux, vous voulez intervenir ?

4 M^e ROUX :

5 Oui, pardon, Monsieur le Président, mais pour des questions d'agenda, est-ce que la Chambre peut
6 nous dire maintenant dans quelle période elle pense tenir l'audience initiale. Idéalement, nous
7 serions demandeurs de la date. Mais nous avons compris que la Chambre ne peut pas nous donner
8 aujourd'hui la date. Mais nous avons tous des agendas à planifier, est-ce que nous pouvons savoir
9 dans quelle période, à peu près, la Chambre envisage de tenir l'audience initiale ? Ce serait très
10 utile pour nous organiser. Merci beaucoup.

11

12 *(Conciliabule entre les juges)*

13 [11 : 49 : 47]

14 M. LE PRÉSIDENT :

15 La Chambre prend bonne note des observations qui ont été faites par les parties intéressées. Pour
16 ce qui est de la date de l'audience initiale, c'est une question dont nous avons déjà parlé à maintes
17 reprises et nous pensons que fin février, début mars, la salle d'audience sera occupée par la
18 Chambre préliminaire ; début mars, il y aura aussi l'assemblée plénière qui va durer une semaine
19 entière et nous vous communiquerons donc une date en fonction de ces paramètres. Nous prenons
20 bonne note de votre demande, mais nous devons discuter en détail de cette question de la date, en
21 interne. Et dès que nous serons parvenus à une décision, nous en informerons les parties.

22

23 L'Unité des victimes, vous souhaitez intervenir ?

24

25 Je vous en prie.

1 M^{me} KEAT BOPHAL :

2 Oui, merci, Monsieur le Président. Les victimes ont un délai de 10 jours pour présenter leur dossier.

3 Et étant donné que la date de l'audience initiale n'est pas encore fixée, il se pose là un problème
4 pour nous que je soumetts aux juges de la Chambre de première instance. Comment l'Unité des
5 victimes peut-elle fixer une date ? Peut-elle dire aux victimes début février ? Et que pouvons-nous
6 dire aussi au public ? Quel sera le délai pour que les membres du public présentent leurs dossiers ?

7 Il faut là que nous communiquions cette information aux ONG partenaires qui travaillent avec nous
8 et qui font un travail de sensibilisation des victimes. Et c'est une question qui intéresse aussi le
9 Service des relations publiques puisqu'il y a là une information qui doit être communiquée, je le
10 répète, au public. Merci.

11 M. LE PRÉSIDENT :

12 Merci.

13 [11 : 52 : 59]

14 Juge Cartwright, je vous en prie.

15 M^{me} LA JUGE CARTWRIGHT :

16 Oui, merci, Monsieur le Président. Comme je l'ai dit hier, au plus tôt les parties civiles présenteront
17 leurs dossiers, au mieux nous pourrions fonctionner. Il ne faut pas attendre les 10 jours qui
18 précèdent la date d'ouverture du procès car l'Unité des victimes elle-même ne sera pas capable de
19 traiter un grand nombre de dossiers en dernière minute. Donc, l'information qu'il faut donner au
20 public maintenant c'est qu'il faut présenter les dossiers de façon urgente. Aujourd'hui, on vous a
21 donné une indication du moment possible où l'audience initiale pourrait avoir lieu. Et donc, le
22 message à communiquer au public, c'est que toute personne qui souhaite se constituer partie civile
23 doit agir maintenant et ne pas reporter cette demande à plus tard car elle risque, sinon, de rater la
24 chance de se constituer partie civile.

25

1 M. LE PRÉSIDENT :

2 Merci. Nous avons épuisé le temps qui nous était imparti ce matin et il est maintenant 11 h 55. Il est
3 donc temps de suspendre nos travaux. Je demanderai aux services de sécurité de raccompagner
4 l'accusé à la cellule de détention au rez-de-chaussée. Nous reprendrons cet après-midi.

5

6 *(Suspension de l'audience : 11 h 55)*

7

8 *(Reprise de l'audience : 13 h 32)*

9

10 M. LE PRÉSIDENT :

11 Rebonjour, Mesdames et Messieurs. Reprenons notre séance. D'après l'ordre du jour pour
12 aujourd'hui, nous parvenons au seul point qui nous reste à traiter, à savoir le point 5, et nous allons
13 parler de la diffusion des audiences et du contrôle de l'information, conformément à la proposition
14 des co-procureurs. Nous aurons, à ce sujet, une brève présentation de la part de la Section des
15 relations publiques, et je donne immédiatement la parole à la Section des relations publiques
16 concernant la diffusion. Vous avez 10 minutes de temps de parole. Vous pouvez prendre quelques
17 minutes de plus, si c'est nécessaire.

18 M^{me} JARVIS :

19 Merci, Madame et Messieurs les Juges. Et mes salutations à toute l'assemblée. Je voudrais
20 m'exprimer en anglais. Il y a un document qui prend les différents éléments de ce que je vais
21 évoquer cet après-midi. Madame et Messieurs les Juges, nous sommes très heureux d'avoir cette
22 occasion de prendre la parole concernant certains points relatifs à la diffusion d'informations à partir
23 de la salle d'audience et nous sommes très heureux de pouvoir évoquer ces points selon un certain
24 nombre de catégories pour lesquelles nous serons heureux de recueillir votre avis.

25

1 Tout d'abord, nous avons la rubrique principale de cet après-midi, à savoir la diffusion. Les juges
2 sont assurément conscients de l'intérêt intense que porte le public à l'égard de ce qui se passe aux
3 CETC. Jusqu'à présent, nous avons bénéficié d'un accueil extrêmement ouvert et chaleureux pour
4 ce qui était des possibilités de diffusion, en particulier, diffusion en direct des audiences, ceci à la
5 lumière de l'expérience de la Chambre préliminaire. Ceci étant dit, la diffusion en direct, publique et
6 immédiate peut, dans de nombreux cas, n'être pas possible, mais nous aimerions vous demander
7 de bien vouloir réfléchir à la possibilité... certaines portions de la procédure pourraient être
8 effectivement diffusées : L'ouverture, par exemple, ou certains énoncés préparés à l'avance. Cette
9 diffusion-là serait fort bien appréciée du public. Par ailleurs, nous savons ne pas avoir les
10 capacités — le collègue de la SAJ l'a dit ce matin — de permettre une retransmission légèrement
11 décalée, par exemple de 30 minutes, comme cela se fait dans d'autres tribunaux. S'il faut attendre
12 le lendemain, là, il y a une perte d'intérêt considérable : Le public s'intéresse d'avoir une diffusion
13 dans un temps le plus rapproché possible par rapport au moment effectif de ce qui se dit en
14 audience. Je me dois de vous informer aussi que CTN avait un camion de télédiffusion, et CTN
15 pourra tout à fait amener ce camion à chaque fois que ce sera possible. Le canal Apsara a diffusé
16 en général pendant la nuit, et en général pour toucher les communautés cambodgiennes de la
17 diaspora par le biais de programmes nocturnes ; et TVK a également aussi relayé les programmes.
18 Certains petits épisodes ont été pris par CNN, la BBC, la télévision australienne et Al Jazeera, sans,
19 bien entendu, oublier la télévision française.

20 [13 : 38 : 00]

21 Deuxième point concernant la diffusion : Dans le passé, nous recevions le signal en direct de cette
22 salle, qui était retransmis dans la galerie publique et, en bas, dans la zone de presse. Nous
23 souhaiterions que cette pratique puisse être reconduite, si cela est possible. La presse apprécie la
24 possibilité... la presse qui doit être sur les lieux longtemps, pendant des journées et des journées à
25 attendre ce qui se passe, et donc, il est bon de pouvoir les alimenter. Nous avons d'excellents

dispositifs pour servir la presse. Il y a 36 connexions pour l'enregistrement, il y a des moniteurs, des écrans qui permettent aux membres de la presse... aux journalistes de continuer de suivre le procès et de prendre leurs notes. Assurément, l'enregistrement en tant que tel serait interdit, sauf pour les sessions où cela serait expressément autorisé. De plus, dans le passé, par le biais de la SAJ et du TCI, nous avons pu envoyer des éléments diffusés dans les bureaux du personnel. Cela serait très utile s'il était possible de poursuivre cette pratique ; cela permet également de dégager de la place dans la galerie du public. Jusqu'à ce jour, Mesdames et Messieurs, les procédures ont été relayées sur un site Web par le biais du Web casting offert par l'Université d'Illinois. Ceci permet de rendre public tous les matériaux... tous les éléments qu'il est loisible et permis de rendre public.

La ressource est utile et, me semble-t-il, importante.

Ma deuxième grande rubrique concerne la fourniture d'exemplaires DVD qui relève, pour la presse et les chercheurs intéressés... certaines portions des sessions publiques. Nous avons déjà pratiqué ceci dans le passé récent, des exemplaires sans expurgation, pour ce qui est des audiences publiques, et là, les copies sont mises à disposition dans les heures qui suivent la session. Et, pour d'autres séances qui nécessitent une expurgation, là, il faudrait savoir combien de temps après on peut rendre ces exemplaires disponibles. Pour ce qui est de l'audience de Duch, 36 copies ont été demandées, 20 en khmer, 12 en anglais, 4 en français — voilà pour votre information. Nous pouvons nous attendre à ce que ce genre de demande se poursuivra de la part du public.

[13 : 41 : 25]

Troisième grande rubrique : La photographie. Je voudrais demander à la Chambre de bien vouloir permettre un créneau photo très bref en début de séance. Les photographes qui « prennent de la photographie fixe » non vidéo préfèrent de loin pouvoir prendre quelques photos avec leur propre appareil, cela leur donne des photos de bien meilleure qualité, disent-ils, ils préfèrent cela à la vidéo qui offre une qualité moindre. Si cela était donc possible, il pourrait être bon de permettre à un

1 maximum de cinq photographes de venir pendant quelques minutes en début de session, lorsque
2 les juges entrent dans la salle, par exemple, cela leur permet de prendre quelques clichés et ils
3 peuvent immédiatement quitter la salle. Et, bien entendu, les photographes en question devraient
4 être dûment accrédités par les CETC.

5
6 Pour ce qui est maintenant de mon quatrième point, le nombre de sièges dans la galerie du public,
7 il y a là au total 494 sièges que nous avons jusqu'à présent alloués selon une formule générique, le
8 public étant informé à l'avance qu'il doit s'en tenir à cette répartition. Donc, à titre de règle générale,
9 nous avons 30 sièges pour le corps diplomatique, 60 sièges pour les ONG, 30 sièges pour la
10 presse, si elle veut rester dans la galerie du public, une centaine pour le public avec réservation,
11 une centaine de places pour le public sans réservation et 140 places pour des groupes représentés
12 respectivement par 20 personnes au maximum, par groupe, tout cela étant souple en fonction des
13 réservations reçues ou non. Jusqu'à présent, nous avons connu des salles combles, et je pense que
14 la salle comble, eh bien, nous continuerons d'observer le phénomène de la salle comble par la suite.
15 Ce matin, le Président nous a donné lecture des règles. Nous sommes heureux de posséder ces
16 règles et nous ferons de notre mieux pour les diffuser le plus largement possible. Je n'ai pas
17 nécessairement saisi tous les détails de ces règles, donc je serai heureuse d'avoir ce texte par écrit.
18 Aviez-vous — je ne le sais pas — évoqué un point particulier, à savoir l'habillement ? Il est bon de
19 ne pas porter d'habits qui affichent un message politique ou partisan ou autres. Ce ne serait pas
20 idoine de porter ce genre de vêtements dans la salle d'audience ou dans la salle publique.

21 [13 : 44 : 35]

22 Pour ce qui est de la conférence de presse maintenant, au Cambodge, la presse souhaite vivement
23 entendre les commentaires de certains représentants après l'audience. Jusqu'à présent, nous avons
24 prévu cette possibilité à la suite des audiences ; au début, cela se faisait dans la galerie du public,
25 maintenant, à la demande de la SAJ, il ne doit pas y avoir de caméras dans la galerie du public et,

1 donc, à la dernière audience, cela s'est produit dans la salle de presse. C'est probablement une
2 bonne solution, il faudrait cependant prendre plus de dispositions, notamment organisationnelles
3 pour éviter le genre de phénomènes que nous avons eus la dernière fois : Il y a eu une altercation
4 entre la Défense et les parties civiles. Nous souhaitons œuvrer avec la Sécurité pour bien baliser
5 toutes les dispositions afin que les parties soient présentes dans la salle une par une et pas en
6 même temps. Je suis certaine que nous pouvons prendre les dispositions idoines pour maintenir
7 l'ordre et la sérénité.

8
9 Le dernier point que je voulais évoquer concerne les annonces au public et l'information diffusée au
10 public concernant le programme, l'ordre du jour et autres annonces pertinentes. Par le passé, nous
11 affichions un calendrier ou un programme de la Cour, et les mises à jour... cet affichage a
12 également annoncé la session d'hier et d'aujourd'hui, en précisant qu'elle était à huis clos. Nous
13 aimerions poursuivre cette pratique avec également des flashes d'information adressés aux médias
14 pour annoncer les prochaines sessions. Ces messages sont fort bien repris par le public et par les
15 médias. Nous constatons qu'effectivement, il y a toujours une présence de la presse. Le juge
16 Cartwright a évoqué hier la nécessité de toucher tout le public concerné bien à l'avance et, donc,
17 il nous incombe d'aller au-delà des intermédiaires existants pour toucher l'ensemble de la
18 communauté cambodgienne. Et donc, des annonces publiques pourraient être placées dans la
19 presse écrite et parlée, diffusées auprès des ambassades dont les pays recèlent des communautés
20 de diaspora.

21 [13 : 47 : 30]

22 Pour conclure, juste un point concernant les annonces au public. Il y a un intérêt considérable
23 évidemment considérant la date à laquelle l'audience initiale pourra avoir lieu, et donc, le début du
24 procès en tant que tel. La presse, nous lui avons dit qu'elle risquait d'être mise au courant au début
25 de la semaine prochaine. Nous serions très reconnaissants si, effectivement, il pouvait y avoir une

1 annonce concrète, si ce n'est pas une date précise, au moins une plage de temps... une plage de
2 plusieurs dates qui permettrait de faire connaître cela auprès de la presse puisque, de toute
3 manière, nous avons déjà un calendrier pour la Chambre préliminaire jusqu'à juillet. Si cette
4 information pouvait nous être donnée, nous en serions très reconnaissants. Merci.

5 M. LE PRÉSIDENT :

6 Je vous remercie. Merci de cet exposé très détaillé et précis concernant les relations avec le public.

7

8 C'est maintenant le tour des parties de prendre la parole, si elles le souhaitent, pour des questions
9 ou des interventions sur ce que nous venons d'entendre. Les avocats de la partie civile,
10 souhaitez-vous intervenir ?

11 [13 : 49 : 21]

12 Maître Studzinsky.

13 M^e STUDZINSKY :

14 Merci, Monsieur le Président.

15

16 Je souhaite attirer l'attention des relations avec le public sur la situation que nous connaissons. Il y a
17 fort peu de sièges pour les parties civiles dans la salle d'audience et nous ne savons pas encore
18 combien de parties civiles voudront être présentes à l'audience. Elles doivent évidemment prendre
19 place dans la galerie du public. Pourrons-nous négocier pour être sûrs qu'il y ait suffisamment de
20 places pour les parties civiles ? Nous disions hier qu'il pourrait y en avoir 80, 80 représentants des
21 parties civiles ; nous aimerions être sûrs qu'il n'y ait pas de problèmes pour ce qui est de leur
22 affecter la place nécessaire.

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Merci, Maître Studzinsky.

25

1 Y a-t-il d'autres interventions des parties civiles... des avocats des parties civiles ?

2

3 Je n'en vois pas.

4

5 Je me tourne vers les co-procureurs. Avez-vous des questions ou des commentaires ?

6 [13 : 50 : 56]

7 Monsieur Petit.

8 M. PETIT :

9 Merci, Monsieur le Président. Si j'ai bien compris, il n'y a pas d'accord définitif conclu avec tel ou tel
10 média national ou international concernant la couverture au jour le jour ou autres pour ce qui est de
11 la diffusion des éléments de l'audience. Et si j'ai bien compris, encore une fois, la transmission Web,
12 pour cela, il y a déjà un accord en place — je ne sais pas à quel point il est formalisé —, mais il y a
13 la possibilité, donc, d'alimenter cette diffusion Web qui est en place, en tout cas. Alors, si tel est bien
14 le cas, quelle serait la situation à l'égard des médias, soit ici soit en bas pour ce qui est de l'axe des
15 médias à cette diffusion directe ? L'enregistrement est une question sur laquelle la Chambre doit se
16 pencher, me semble-t-il et, d'après ce que nous entendons, il n'y a pas la possibilité de faire une
17 diffusion à retardement, si vous voulez. Nous n'avons pas les dispositifs techniques permettant
18 d'assurer cette diffusion différée. Toute mesure de protection de témoin, par exemple, risquerait
19 d'être mise à mal par le risque que nous aurions de ne pas avoir la maîtrise totale de ce qui sort de
20 nos appareils d'enregistrement. Donc, la date de l'audience se rapprochant, nous devons être de
21 plus en plus clairs, précis et fermes pour ce qui est des dispositifs de principe et de technique
22 concernant cette question. Merci.

23 M. LE PRÉSIDENT :

24 Merci.

25

1 Le conseil de la Défense, souhaitez-vous intervenir, poser des questions sur les éléments présentés
2 par Madame Jarvis ?

3 M^e ROUX :

4 Merci, Monsieur le Président. Je voudrais juste me faire l'écho de réflexions que j'ai entendues ici ou
5 là. Il nous est souvent reproché d'être loin du centre-ville, d'être dans notre bulle, alors que ce
6 procès et les suivants vont représenter, pour l'opinion publique cambodgienne et internationale un
7 moment extrêmement important. Je me permets donc, à mon tour, d'attirer respectueusement
8 l'attention de la Chambre sur l'importance qu'il y a à pouvoir informer correctement l'opinion
9 publique de ce qui se passera ici. Certains avaient suggéré qu'il puisse y avoir tous les jours — plus
10 exactement, tous les soirs —, à la télévision cambodgienne, un résumé des débats plutôt qu'une
11 diffusion en continu que personne ne regardera jamais. Je ne suis pas technicien, je ne sais pas ce
12 qui est possible, mais il me semble qu'il est effectivement majeur que nous soyons tous attentifs à la
13 diffusion, je dirais, de nos travaux. Ne restons pas entre nous ! Faisons en sorte que ce procès soit
14 pédagogique et, pour qu'il soit pédagogique, donnons-nous les moyens de sa diffusion correcte. Je
15 vous remercie.

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Merci, Maître Roux, pour cette intervention.

18 [13 : 56 : 17]

19 Maintenant, je souhaite proposer à Madame Jarvis de répondre aux différents propos des parties.

20 M^{me} JARVIS :

21 Merci, Monsieur le Président, de me donner cette possibilité. Oui, assurément les parties civiles
22 doivent avoir un quota de places dûment réservées et je vais travailler avec l'Unité des victimes pour
23 recueillir les indications de nombres pertinents pour les journées d'audience. Merci de m'avoir
24 signalé cela. Quant au point évoqué par le co-procureur international concernant l'alimentation
25 d'informations en direct, c'est un point qu'effectivement nous devons traiter très soigneusement. Si

1 nous avons une projection sur écran dans la galerie, s'il y a aussi un écran en bas, il ne devrait pas
2 théoriquement y avoir de problème puisque la sécurité sera là pour interdire toute photographie sur
3 l'écran, toute photographie prise par le public de ce qui se passe à l'écran. Nous pourrions donc
4 avoir la maîtrise totale de ce qui se passe. Là, la seule question qui se poserait concernerait la
5 diffusion ou la dissémination autorisée par le biais d'une connexion directe d'untel ou untel sur notre
6 canal. Mais ceci, évidemment, concerne tout notre personnel dans l'ensemble du bâtiment
7 administratif. Il y a donc là une question qui mérite assurément un examen approfondi et rigoureux
8 avec toutes les parties concernées — entre nous, le personnel de l'informatique et de la
9 communication et la SAJ.

10 [13 : 58 : 18]

11 Maintenant, pour ce qui est des résumés le soir, selon la proposition du conseil de la Défense : Oui,
12 les personnes concernées sont intéressées par cette possibilité et c'est pour cette raison que je
13 disais que diffuser le lendemain c'est trop tard. L'intérêt du public, il se porte sur les événements de
14 la journée. Donc, mettre au journal du soir les informations fraîches de la journée, c'est cela que
15 veut le public et que veut la presse, donc c'est cela que nous devons servir. Et, au demeurant, nous
16 travaillons avec un certain nombre d'organisations pour ce qui est des aspects pédagogiques, films
17 pédagogiques, synthèses, synthèses bimensuelles ou hebdomadaires. Nous espérons pouvoir
18 diffuser cela sur DVD. Ce n'est pas tout le monde, évidemment, qui veut suivre l'intégralité du
19 procès, à la minute. Et il y a aussi des personnes à travers le Cambodge qui n'ont pas accès à la
20 télévision et pour qui il est donc bon de fournir ce genre de support avec une synthèse. Merci.
21 J'espère avoir répondu à toutes les questions.

22 M. LE PRÉSIDENT :

23 Merci, Madame Jarvis, d'avoir fourni ces réponses.

24

25 Certaines questions attendent une décision de la Chambre de première instance. Il y a la question

de l'alimentation en direct, de diffusion auprès du public et de nombreuses autres questions. Ces questions sont très sérieuses, nous les examinerons de manière très rigoureuse en tenant compte des opinions bien informées des personnes concernées et expertes. Il n'y a pas d'autres commentaires, me semble-t-il. Je pense que nous avons terminé le traitement du point 5, du point relatif à la diffusion.

Il a été demandé que les informations soient données concernant l'audience initiale. Après la pause-déjeuner, les juges de la Chambre sont convenus que l'annonce de la date interviendrait aux alentours du 16 février. L'audience initiale pourrait avoir lieu dans cette plage-là car, après cela, les locaux seront occupés. La Chambre préliminaire voudra utiliser la salle d'audience et la galerie et il y aura des exigences contradictoires. Donc, il nous semblerait que les 16, 17, pourraient être affectés à l'audience initiale. S'il est ainsi décidé d'avoir l'audience initiale ces jours-là — 16 et 17 —, il serait bon que vous soyez libres. Mais il serait bon peut-être aussi de nous dire si vous avez d'autres engagements contradictoires.

[14 : 02 : 35]

M. ABDULHAK :

Monsieur le Président, il y a un point que j'aimerais traiter une fois que cette question aura déjà été traitée.

M. LE PRÉSIDENT :

Souhaitez-vous prendre la parole, Maître Roux ?

M^e ROUX :

Pour répondre à votre demande, Monsieur le Président, en ce qui concerne la Défense, ce sont des dates qui nous conviennent. Nous sommes libres le 16 et 17 février, pour la Défense.

M. LE PRÉSIDENT :

Je vous remercie d'avoir confirmé vos disponibilités. Par conséquent, l'audience initiale... Pardon.

1 Donc, la semaine prochaine nous allons délivrer une ordonnance portant calendrier avec les dates
2 de l'audience initiale. La Chambre de première instance aimerait aussi informer le conseil de la
3 Défense que, s'agissant des « exceptions préjudicielles » que vous avez déposées, j'aimerais vous
4 demander de déposer ces documents, ces objections préliminaires, avant l'audience initiale. Si vous
5 souhaitez demander des mesures de protection pour les parties civiles, nous vous invitons à
6 demander ces demandes de protection avant l'audience initiale. Ces dates seront mentionnées
7 dans le cadre de l'ordonnance portant calendrier. Voilà donc les quelques informations que je
8 souhaitais partager avec vous.

9

10 Vous avez la parole, donc, Madame Jarvis.

11 M^{me} JARVIS :

12 J'aimerais demander à la Chambre de première instance si nous pouvons informer la presse de ces
13 dates cet après-midi ou s'il nous faut attendre la semaine prochaine de recevoir l'ordonnance
14 portant calendrier.

15 [14 : 05 : 40]

16 M. LE PRÉSIDENT :

17 Je vous ai dit précédemment que cette date est une date à laquelle nous envisageons de tenir
18 l'audience initiale. Mais la date elle-même sera confirmée par le biais de l'ordonnance. Et je crois
19 que nous avons déjà un projet qui est prêt. Et donc, il ne faudra pas beaucoup de temps pour
20 pouvoir délivrer cette ordonnance. Mais il faut que la notification se fasse de façon officielle, il faut
21 que la traduction se fasse dans les trois langues. Et je ne pense pas que cela prendra beaucoup de
22 temps. Soyez patiente.

23

24 Enfin, j'aimerais maintenant donner la parole à Monsieur Tarik, qui souhaite informer les parties des
25 mesures de protection qui vont être mises en place pour les témoins protégés dans le cadre des

1 procès.

2 M. ABDULHAK :

3 J'aimerais informer tous les avocats que nous allons faire une démonstration le mardi 20 janvier,
4 pour vous montrer tout ce que la Cour est capable de faire lorsqu'il s'agit de mettre en place des
5 mesures de protection pour les témoins. Donc, le mardi 20 janvier, nous allons vous montrer ce qui
6 pourra se faire ici, dans la salle d'audience mais aussi dans la salle qui permettra de témoigner à
7 distance. Pour ceux qui ne sont pas disponibles le 20, nous pouvons aussi vous montrer ce que
8 nous sommes en mesure de faire par la suite et, bien sûr, nous sommes à la disposition de la
9 Chambre pour pouvoir faire cette démonstration à toute date qui vous agréerait.

10 M. LE PRÉSIDENT :

11 Merci, Monsieur Tarik, pour les informations que vous venez de nous donner. J'aimerais en mon
12 nom, mais aussi au nom de la Chambre de première instance, vous dire que dire que nous
13 souhaitons en effet voir comment est-ce que les mesures de protection peuvent se mettre en place
14 de façon concrète pour que nous puissions être bien préparés. Nous voulons éviter toute erreur,
15 c'est important. Et la réunion qui aura lieu le 20 janvier nous sera très utile. *

16 [14 : 08 : 24]

17 Nous en sommes presque à la fin de la réunion. En effet, toutes les questions figurant à l'ordre du
18 jour ont été traitées. Donc, j'aimerais maintenant mettre un terme à cette réunion, chers participants.

19 Au nom des juges de la Chambre de première instance, j'aimerais vous dire à quel point j'ai trouvé
20 la réunion de deux jours fructueuse. Cette réunion s'est donc tenue pendant deux jours, les 15
21 et 16 janvier. Nous avons noté que les débats qui s'y sont tenus ont été très intéressants et très
22 pratiques. Les parties civiles, les procureurs et les co-avocats de la Défense étaient présents.

23 Différents représentants de la Section de l'administration judiciaire étaient aussi présents. Cette
24 réunion va permettre à la Chambre de première instance « à » se préparer pour l'audience initiale,
25 mais cela nous permettra aussi de bien préparer les audiences qui auront lieu à l'avenir. Il y a un

1 certain nombre de points qui ont été soulevés et des questions ont été posées par les parties et on a
2 pu répondre, éclaircir et traiter un certain nombre de points. J'aimerais aussi vous dire qu'il y a un
3 certain nombre de questions qui ont été soulevées, et nous avons aussi reçu des informations
4 concernant les parties civiles. Nous avons reçu des informations très utiles par le Bureau de
5 l'administration, qui permettra justement à la procédure d'avancer. À la suite de cette présentation,
6 nous avons pu apprendre que vous avez fait tout ce qui était possible pour pouvoir aider la Chambre
7 pour pouvoir préparer l'audience initiale. Par conséquent, la Chambre de première instance tiendra
8 compte de toutes les informations que nous avons pu obtenir dans le cadre de cette réunion et nous
9 allons en tenir compte pour pouvoir finaliser la date de l'audience initiale.

10
11 Enfin, maintenant, au nom de la Chambre de première instance, j'aimerais remercier les
12 co-procureurs, les avocats de la Défense, les parties civiles et les fonctionnaires des différentes
13 unités du Bureau de l'administration. J'aimerais aussi remercier les officiers chargés de la détention
14 et tout le personnel, ainsi que les interprètes pour votre engagement et pour les efforts que vous
15 avez mis en place pour pouvoir permettre à cette réunion de se tenir. En effet, cette réunion n'aurait
16 pu se faire avec tant de succès sans votre aide. J'aimerais saisir cette occasion pour vous souhaiter
17 mes meilleurs vœux, vous souhaiter longue vie et mes souhaits bouddhiques, à savoir bonne
18 intelligence. J'aimerais vous informer maintenant que la séance est levée.

19
20 J'aimerais maintenant demander aux officiers chargés de la sécurité de ramener la personne
21 détenue au centre de détention. Je vous remercie.

22
23 *(Levée de l'audience : 14 h 12)*
24
25